Vendredi 31 Janvier 1947 HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 5 FRANCS N° 160

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

Un auditeur est brutalement jeté à terre

LE 24 JANVIER, UN NOUVEAU MEETING DU P. C. I. pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est interdit par le Gouvernement

les flics matraquent la foule

Décidément la bourgeoisie est particulièrement sensible sur le chapitre colonial. Elle ne souffre pas que la voix prolétarienne s'élève pour crier le droit du Viet-Nam à l'indépendance et réclamer la cessation immédiate de la guerre d'Indochine. Et c'est un ministre socialiste qui pour la deuxième fois s'est chargé de faire interdire un meeting convoqué par le P.C.I. Curieuse conception des libertés démocratiques!

BEAUTES DE LA DEMOCRATIE!

Les camarades qui ont répondu à l'appel du parti : camarades français, indochinois et nord-africains sont accueillis devant la Mutualité par des flics, qui, selon les meilleurs traditions d'une police que d'aucuns prétendent « républicaine », commencent à les dispersés à coups de pied et à coups de matraque. Le secrétaire général du P.C.I. : Yvan Craipeau, prend la parole pour s'élever contre ces méthodes. Il est sauvagement frappé et avec une vingtaine de camarades emmené au commissariat de police. Ils y resteront une partie de la nuit.

D'ARGENLIEU AU COUVENT!

Les manifestants se regroupent place de la Contrescarpe. Demazière, secrétaire du P.C.I., s'adresse alors aux manifestants : il dénonce l'attitude scandaleuse du ministre de l'Intérieur socialiste qui tente d'étouffer la voix antiimpérialiste. Rien d'étonnant à cela :

★ LIRE LA SUITE EN PAGE 2 ★

Editorial

Vague de froid et vague de chauvinisme

La vague de froid soumet la population ouvrière à de dures épreuves. Incapables de faire distribuer du charbon, les pouvoirs publics restreignent encore l'électricité et le gaz.

par Paul PARISOT

Pourtant la chose semble tomber à merveille pour les partis de gouvernement. Leur presse se lance dans une campagne d'excitations chauvines afin de créer l'atmosphère convenable à la veille de la conférence de Moscou.

Faute de pouvoir chauffer les foyers ouvriers, on chauffe l'opinion. Ainsi l'on esquive toute responsabilité.

Les écoles ne sont pas chauffées ? Les chemins de fer sont désorganisés ? Vous grelottez chez vous ? Ne cherchez pas. Ne vous demandez surtout pas quelle est la part de l'incurie bureaucratique et gouvernementale, et quelle est la part de sacrifices imposés *volontairement* à la population laborieuse. Ne cherchez pas à comprendre ; ne cherchez pas qui est responsable. La seule réponse est : « Il y a du charbon en Allemagne ».

Hitler, voyez-vous, a fait école. On reprend aujourd'hui ses méthodes de propagande et sa théorie de l'espace vital. Après lui, on dit aux masses sacrifiées : nos voisins sont trop riches; pour que ça aille mieux chez nous, il faudrait qu'ils se serrent la ceinture. La Ruhr fait partie de l'espace vital français.

Il y a tout de même quelques petits détails, dans cette histoire, qui ne sont pas éclaircis par la campagne de chauvinisme à laquelle se livre la presse gouvernementale.

Pourquoi est-on chauffé dans les quartiers riches et pas (ou presque pas) dans les quartiers prolétariens ? Pourquoi n'y a-t-il pas une vitre de gelée à Passy et à Auteuil ? Pourquoi les écoles religieuses ont-elles suffisamment de charbon, quand on s'apprête à fermer une école laïque sur deux au minimum ? Pourquoi les écoles ne sont-elles pas chauffées quand les ministères le sont ?

N'est-ce pas pour éviter ces questions embarrassantes qu'on se lance dans une propagande chauvine inspirée des méthodes de Hitler ?

Après sa faillite au ravitaillement Ramadier est devenu Président du Conseil

A QUAND RASTEL CHEF DU GOUVERNEMENT ?

EN 1945 : « RAMADIER AU POUVOIR ! »

EN 1947 : « RASTEL A LA POUBELLE ! »

Adieu, Ramadier (pas le président du Conseil, le ministre du Ravitaillement), Pineau, Longchambon, Farge, Minjoz...

Après vous, voici Rastel, qui, comme tous les autres, « n'a pas de projets » et « ne peut rien dire ».

Que le peuple crève de faim et de froid, cela n'a aucune importance.

Ce qui compte, voyez-vous, c'est l'unanimité au Parlement.

On flanquera donc un fonctionnaire au Ravitaillement. Depuis Longchambon, c'est l'habitude : pas d'hommes politiques, des « techniciens ». Et brillants.

« Le marché noir, voilà l'ennemi »

Il y a du beurre, de la viande, du vin, en France. Oui, mais voilà : il y a aussi des trafiquants, il y a aussi les grands trusts de l'alimentation : Damoy, Potin, Maggi, etc., il y a aussi les marchands de bestiaux et les trafiquants...

Et il y a eu tous les gouvernements qui se sont succédé, non seulement depuis 1944, mais aussi depuis 1940 et qui ont, soit protégé, soit toléré, le marché noir...

« Le marché noir, voilà l'ennemi », écrivait récemment *Franc-Tireur*.

Oui... mais comment l'abattre ?

Faut-il attendre que le futur « haut commissaire au Ravitaillement » fasse ses preuves ?

Les « solutions »

Quel programme lui propose-t-on à ce digne personnage ?

Les uns proposent le retour à la liberté totale du marché. Ce sont les gros négociants qui parlent par la voix de *L'Aurore*, de *L'Epoque* ou de *La Dépêche de Paris*, les radicaux et le P.R.L.

Les autres ne savent plus où aller. Pour la viande, on s'interroge. Faut-il renouer avec l'expérience Farge ? Au moins, il y avait de la viande dans les boucheries... Mais à quel prix ! Faut-il créer partout le double secteur ?

L'échec de cette politique renforce les partisans de la liberté. Mais la liberté du marché, c'est la dictature des affameurs, la hausse effrénée des prix. Comme en Espagne, en Italie et en Belgique, les boutiques seront pleines de victuailles, mais les enfants des prolétaires pourront écraser leur nez sur les vitrines des pâtisseries, des crémeries ou des charcuteries.

Travailleurs, vous devez être les seuls dictateurs aux vivres

Le « dirigisme » à la Ramadier ou la « liberté » réclamée par les bonzes de l'épicerie, c'est le triomphe du hareng, du fromage maigre et de l'eau claire pour les travailleurs.

Il y a une solution. Ce n'est pas une solution de « facilité ». C'est un combat à mener.

Mais quoi ! la classe ouvrière serait-elle si passive ? Tolérera-t-elle aussi bien le pouvoir d'achat le plus misérable qu'on lui ait imposé depuis des dizaines d'années que la dictature insolente des trafiquants et des gros négociants ?

Votre apathie, ménagères, ouvriers, fonctionnaires, employés, c'est la sauvegarde de la crapule qui spécule sur votre misère sans nom.

Vous pouvez écraser le marché noir. Vous pouvez donner à vos enfants au moins le minimum indispensable pour leur assurer un développement normal.

Vous militez dans des syndicats, vous connaissez les comités pour l'assainissement des prix, vous aviez formé en 1944 des comités de ménagères.

Brisez l'inertie des bureaucrates satisfaits, des « chefs » désireux de ne pas gêner les petits copains qui flirtent avec les bedeaux du M.R.P. et les combinards du Rassemblement des « gauches ».

Devenez les dictateurs aux vivres !

Que des délégations ouvrières élues par les entreprises, sur le plan des localités, partent collecter le ravitaillement dans les campagnes.

Les cheminots pourront contrôler le transport des vivres ainsi rassemblés.

Les ménagères et les petits commerçants honnêtes pourront contrôler la distribution.

C'est là le seul programme d'act'on capable *de donner une solution au problème du ravitaillement.*

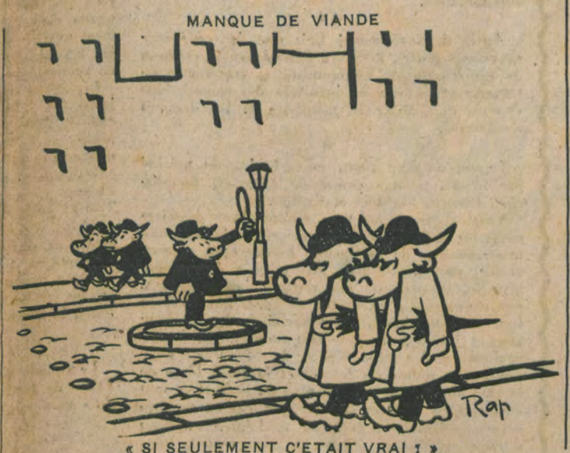
Et d'unir les travailleurs des villes et des campagnes dans la lutte contre les trafiquants et les intermédiaires affameurs.

Sinon, c'est la pagaïe, le beurre à 600 et 700 francs le kilo. La viande introuvable. Le vin pour les richards... et l'exportation.

Les travailleurs n'ont jamais eu à se plaindre de leur combattivité. Ils se sont toujours montrés les meilleurs organisateurs. La lutte des maquis, sur un autre plan, ne l'a-t-elle pas prouvé ?

Il serait temps de s'en souvenir...

MANQUE DE VIANDE



« SI SEULEMENT C'ETAIT VRAI ! »

Comme les peuples des Indes, d'Indonésie, d'Égypte, de Palestine...

COMME LES TRAVAILLEURS DE TOUTE L'EUROPE

le Viet-Nam n'accepte pas la servitude

A regarder de près les événements d'Indochine, on comprend, certes, les mobiles qui font agir les colonialistes, mais on reste également confondu de la folie qui anime cette bande de capitalistes, de généraux et de moines défroqués. Si l'on comprend bien, en effet, que la Banque d'Indochine où Michelin veulent à tout prix conserver là-bas leurs exploitations et leurs surprofits, on ne peut que se demander aussitôt après : que restera-t-il en Indochine si le conflit dure encore longtemps, si les d'Argenlieu et Cie ne se décident pas à comprendre que le peuple vietnamien ne voudra plus jamais retomber dans la servitude ?

Où en est l'Union française ?

La réponse à cette question ne fait aucun doute : en préconisant la création de l'Union française, c'est-à-dire d'une forme plus « démocratique » du colonialisme, les capitalistes français ne pensaient pas à autre chose qu'à coller une étiquette nouvelle sur une vieille marchandise. Dans les faits, ils se sentent incapables de maintenir longtemps des liens sérieux avec leurs colonies s'ils se voient obligés de relâcher leur domination militaire et politique. La moindre liberté politique accordée au Viet-Nam, ou, demain, à l'Algérie, reviendrait à leur accorder, pensent ces messieurs, la liberté de commercer avec d'autres pays que la France. Les maîtres du riz, du charbon, du caoutchouc d'Indochine ne tiennent pas à se voir disputer ce marché qui leur a procuré pendant de nombreuses années d'abondants profits.

L'Union française, personne n'en parle plus, maintenant dans le camp des colonialistes enragés. On préfère une guerre sanglante qui coûtera cher en hommes et en richesses, à une politique d'entente qui ferait courir le risque de voir surgir la « menace américaine ».

La menace américaine

Que cette « menace » existe, nul ne songerait à le nier. Il n'est qu'à voir l'opposition qui se manifeste maintenant, dans la presse américaine, contre la guerre d'Indochine, pour saisir immédiatement cet aspect du problème.

Le « New-York Times » vient de publier, coup sur coup, deux articles qui constituent un violent réquisitoire contre la politique française en Extrême-Orient.

Le premier de ces articles est, d'ailleurs, d'un grand intérêt. Il relate une conversation entre le correspondant du journal à Saïgon et un officier de la Légion étrangère au service de l'impérialisme français. D'après cet officier, il faudrait plus d'un demi-million d'hommes pour songer à reconquérir l'Indochine. « Actuellement, at-il déclaré, les Annamites sont mieux organisés que ne le sont les Français pour la guerre qui se mène en Indochine. »

Le correspondant américain résume ainsi le tableau qui lui a été fait de l'efficacité de la résistance vietnamienne : « Dans un régiment de 3.500 hommes, les pertes françaises, au cours de l'année passée, furent de 300 tués et de 700 blessés au cours de combats isolés qui n'ont fait que devenir plus fréquents depuis le 19 décembre. »

Le 22 janvier, le « New-York Times » a publié un éditorial qui reprend les conclusions de l'officier français sur le caractère désastreux de la guerre menée en Indochine par l'impérialisme français.

« La France, écrit le « New-York Times », est maintenant la seule nation européenne qui tente de maintenir par la force sa domination en Extrême Orient... Combien de temps son économie dévastée pourra-t-elle supporter une coûteuse guerre outre-mer ? »

Pas d'humanitarisme

Les milieux officiels américains expriment ainsi leur opposition à la guerre d'Indochine. Ils sont peu soucieux d'accorder à la France des crédits qui sont utilisés pour rétablir en Indochine la domination totalitaire de l'impérialisme français. Lorsque le gouvernement français demanda au gouvernement américain, à la fin de la guerre, de lui laisser les armes et les munitions qui se trouvaient en France, ce dernier accepta à condition qu'elles ne seraient pas utilisées contre les peuples coloniaux qui réclameraient leur indépendance.

Ce n'est pas un humanitarisme désuet qui anime les capitalistes de Wall-Street, mais, bien au contraire, le désir de voir s'ouvrir tout grand le marché d'Extrême-Orient. Si leur intervention contre la guerre ne se manifeste pas plus bruyamment, il faut voir derrière, sans doute, un motif politique : la clique des financiers yankees n'a jamais apprécié des hommes qui combattent non seulement pour la liberté de leur pays, mais aussi pour sa transformation sociale.

Indépendance et socialisme

C'est aussi ce problème qui intéresse Léon Boutbien, socialiste de gauche, dans la conclusion à son enquête en Indochine qu'il publie dans « Franc-Tireur ».

Après avoir souligné le gaspillage formidable qu'entraîne la guerre en Indochine ,Léon Boutbien écrit : « Le gouvernement pourrait décider le retrait de la France du Viet-Nam. Je crois que cette solution ne répondrait

★ LIRE LA SUITE EN PAGE 3 ★

COMMENTAIRES SUR LE CONFLIT DE LA PRESSE

M. PIERRE BLOCH n'est pas content

...ou le lock-out qui n'ose pas dire son nom

Lettre envoyée à « La Vérité » par M. Pierre Bloch, directeur général de la S.N.E.P. :

Paris, le 17 janvier 1947.

Monsieur le Directeur,

Dans un numéro spécial, « consacré au conflit de la Presse », le journal La Vérité *a publié, le 14 janvier 1947, deux articles injurieux à l'égard de la S.N.E.P. et de son président-directeur général. Certes au moment où, dans une atmosphère de détente et de cordialité mutuelle, un accord profond s'est établi entre tous ceux qui concourent à l'édition des journaux, vos accusations pourraient bien être considérées comme dépassées et comme trop évidemment fallacieuses; je m'en voudrais cependant de ne point tout faire pour que l'équivoque jetée dans l'esprit de vos lecteurs à la faveur de l'absence de journaux soit complètement dissipée.*

Aussi, la Direction générale de la S.N.E.P. s'étant trouvée très directement mise en cause par votre journal, je vous demande et au besoin vous requiers, conformément à la loi, de publier au lieu et place desdits articles la mise au point suivante :

1° Votre premier article (anonyme) est un récit des faits tendant à montrer que le « lock out » décidé par la S.N.E.P. était une « initiative » qui avait pour but de renforcer des positions dites patronales.

En fait, il faut vouloir ignorer cette « vérité » que votre journal prétend apporter à ses lecteurs, pour attribuer à la S.N.E.P. une « initiative » de ce genre; tout le monde le sait maintenant et les ouvriers n'ont jamais eu de doute sur ce point : la normalisation du travail dans les imprimeries a conduit les directeurs à suspendre la composition et l'impression des journaux; la S.N.E.P., pour son compte, n'a fait que fermer des locaux où l'on ne travaillait plus. Je laisse à vos lecteurs abusés le soin de juger s'il s'agit là d'un « lock out patronal ».

2° Votre second article, signé Maurice Laval, après avoir montré combien l'offensive menée contre la Fédération de la Presse et la S.N.E.P. par le journal La Seine *était en réalité une offensive dirigée contre le principe même de la nationalisation des imprimeries, rend responsable la gestion actuelle de la S.N.E.P. et nous accuse en somme de discréditer les nationalisations.*

Ceci est à la fois plus grave et plus délicat : plus grave, car la gestion actuelle est mise en cause selon une argumentation qui ressort de la pure diffamation; plus délicate, car je ne puis pas ne pas me sentir complètement solidaire de M. Laval quand il dénonce adroitement une certaine offensive contre les nationalisations — offensive qui, est-il besoin de le dire, sert d'autres intérêts que ceux des rotativistes.

En ce qui concerne cependant la direction actuelle de la S.N.E.P., je voudrais vous demander de préciser quels ouvriers (dans quels vœux et dans quelle voix) ont jugé « scandaleuse » sa gestion.

Ces précisions n'existent pas dans l'article de M. Laval; et pour cause... Les rotativistes par l'intermédiaire de leurs représentants les plus qualifiés nous ont au contraire donné des preuves tangibles de leur compréhension et de leur soutien.

Des millions, dites-vous, auraient mystérieusement disparu à l'Imprimerie de la rue d'Enghien et les ouvriers se seraient vu refuser le paiement de leurs prestations de maladie. [illegible] clair qu'en cette matière votre volonté d'écrire un article à sensation a été ici nourrie de renseignements les plus faux et des affirmations les moins contrôlées car aucun des ouvriers de l'Imprimerie de la rue d'Enghien n'a jamais eu à souffrir de notre gestion de leur caisse d'Assurances sociales et cette « disparition » n'a jamais existé que dans vos propres calomnies.

Quant à cette chose que, dites-vous, vous ne voulez plus cacher, à savoir que la S.N.E.P. est déficitaire de plusieurs centaines de millions — loin de la dissimuler nous l'avons établie dans toutes nos conférences de presse. — C'est un fait notoire que la majeure partie des entreprises de presse qui ont été dévolues à la S.N.E.P. constitue pour nous un héritage de dettes, et c'est notre ambition, tous les jours proclamée, de finir par un plan de regroupement technique à équilibrer notre budget.

Tout ceci, M. le directeur, vos collaborateurs le sauraient comme chacun, s'ils n'étaient pas vainement préoccupés de polémiques; en réalité, ce sont des propos tels que ceux qu'ils tiennent qui discréditent véritablement les nationalisations; la vente d'un journal et le prosélytisme démagogique devraient vous paraître bien peu de chose quand un principe aussi attaqué et aussi beau que celui des nationalisations est en jeu.

Je vous prie de croire, M. le directeur, à mes sentiments distingués.

Le président-directeur général,
Pierre BLOCH.

Réponse de « La Vérité » à M. Pierre Bloch :

Vous rejetez courageusement la responsabilité de la non-parution de la presse sur les directeurs de journaux. Ceux-ci, selon vous, auraient pris une « initiative » que vous n'auriez fait que constater dans vos imprimeries en « fermant des locaux où l'on ne travaillait plus ».

Le mouvement ouvrier connaît assez l'hypocrisie des patrons qui s'accuse mutuellement de leurs propres responsabilités, pour juger votre langage à sa juste valeur. En réalité, les ouvriers de la presse savent bien le rôle que vous, M. Pierre Bloch, avez joué dans le conflit.

Voici d'ailleurs ce qu'en dit un organe quasi-officiel de la Fédération de la Presse, qu'on ne peut taxer de sympathie débordante pour la cause des rotativistes : l'*Echo de la Presse*. Dans un article intitulé « La grève des rotativistes parisiens » (ce qui est déjà une déformation, puisqu'il n'y a pas eu de grève - N.D.L.R.), paru dans le N° 28, du 15 janvier 1947, nous lisons :

« Les journaux ne pouvaient accepter cette grève perlée (il s'agit de la « normalisation » du travail des rotativistes - N.D.L.R.) qui leur causait un si grave préjudice. Dans la nuit du 8 au 9 janvier, une réunion se tenait dans les locaux du *Populaire*, au cours de laquelle M. Pierre Bloch, directeur de la S.N.E.P., et M. Albert Gazier, qui régit l'Information, tentèrent de faire entendre raison aux rotativistes...

« ...Pendant ce temps, passage Violet, le Syndicat de la Presse parisienne attendait le résultat des efforts de M. Bloch. La volonté était unanime : ne pas céder, ne plus céder. Aussi quand, vers une heure et demie, le directeur de la S.N.E.P. vint leur annoncer que, vu l'attitude des rotos, *il prenait la décision de fermer les imprimeries, amenant ainsi les journaux à ne pas paraître*, il fut unanimement approuvé. Nous rétablissons ici la vérité sur tout ce qui a pu être raconté de cette grève. On a dit : « lock out » des journaux. C'est une erreur — il y a eu, de la part des journaux, *impossibilité de paraître du fait de la fermeture des imprimeries*, mais non par volonté délibérée de fermer leur entreprise. Sans doute étaient-ils d'accord avec la S.N.E.P. et les imprimeurs en commun sur le point de vue de ne pas augmenter le salaire des rotos, mais il y a cependant une nuance qu'il convient de souligner. »

La nuance est intéressante, car elle montre qu'*au sein de l'unanimité patronale dans le refus opposé aux rotativistes, c'est vous, M. Pierre Bloch, qui avez pris l'initiative du « lock out »*.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

D'ABD EL KRIM A HO CHI MINH

Deux fois en vingt-cinq ans, une guerre affreuse est menée par l'impérialisme français contre des peuples luttant pour leur liberté.

Et il a suffi de quelque vingt ans pour que tant d'intellectuels oublient leur indignation de 1925 et enterrent leur passé de révolutionnaires.

Au lendemain de la première guerre mondiale, la bourgeoisie française entamait la guerre du Riff contre le peuple marocain luttant héroïquement pour son indépendance. Derrière l'idole des sous-préfectures, maréchal aussi celui-là, le frénétique Lyautey, toute la réaction, la calotte délirante de chauvinisme et d' « honneur national », la presse des banques, la littérature officielle et entretenue, les financiers, les affairistes : toute cette écume puante de généraux, d'archevêques d'académiciens, de politiciens, hurlaient à la mort du fond de leurs fauteuils.

La bourgeoisie n'a pas changé. Ceux qui s'agrippent aux bénéfices de leur cruelle oppression ne seront pas convaincus par les arguments ou la polémique, ils seront abattus par les armes de la révolution. Mais d'autres ont changé. D'autres qui, en 1925, sous le nom de « travailleurs intellectuels », ont glorieusement défendu le communisme en protestant contre la conquête impérialiste du Maroc.

Ces Vietnamiens...

Un appel de 1925

Où sont-ils tous ceux-là ? Où sont tous les signataires de l' « Appel aux travailleurs intellectuels » de Barbusse ? Où sont ceux qui disaient alors :

« Contre la guerre du Maroc, cette nouvelle grande guerre qui se déploie et s'allonge sept ans après le massacre de 1.700.000 Français et de 10 millions d'hommes dans le monde, nous sommes quelques-uns qui élevons hautement notre protestation.

» Nous avons trop médité l'expérience de l'Histoire, et, surtout, l'histoire des guerres coloniales, pour ne pas dénoncer l'origine impérialiste de cette guerre.

» Emus et révoltés par les atrocités commises de part et d'autre sur le front de l'Ouergha, nous constatons qu'elles sont inhérentes à toutes les guerres, et que c'est la guerre qu'il faut déshonorer.

» Nous protestons contre le nouveau régime de censure établi depuis le commencement des hostilités dans l'intention de cacher des vérités que le pays a besoin de connaître.

» Nous proclamons une fois de plus le droit des peuples, de tous les peuples, à quelque race qu'ils appartiennent, à disposer d'eux-mêmes.

» Nous mettons ces clairs principes au-dessus des traités de spoliation imposés par la violence aux peuples faibles, et nous considérons que le fait que ces traités ont été promulgués il y a longtemps, ne leur ôte rien de leur iniquité. Il ne peut pas y avoir de droit acquis contre la volonté des opprimés. On ne saurait invoquer aucune nécessité qui prime celle de la justice. »

MM. Georges Altman, Jean-Richard Bloch, Marcel Fourrier, René Maublanc, Louis Aragon, Paul Eluard, Henri Lefebvre, Georges Duhamel, Henri Jeanson, Bernard Lecache, M. Prenant, Henry Torrès, etc., vous qui signiez, en 1925, cette solennelle protestation contre le colonialisme à l'œuvre au Maroc, pourquoi ne criez-vous pas nettement aujourd'hui à toute la France, au monde entier, avec le poids de votre prestige littéraire ou scientifique, le crime qui se perpétue en Indochine ? Avez-vous oublié, à la direction de Franc-Tireur, dans les couloirs de ce « grand parti français » qui n'a plus de communiste que le nom, dans la « dignité » des postes officiels, des académies ou des universités, les principes pour lesquels vous avez lutté et souffert ? Nous savons que vous êtes devenus de médiocres fonctionnaires de l'appareil stalinien, comme le méprisable Aragon, ou de fins tacticiens qui voyez dans la politique de « gauche » une profession comme les timides rédacteurs de Franc-Tireur, ou pire encore, comme Lecache, Torrès ou Duhamel. Mais vraiment, est-ce que votre passé ne vous remonte jamais à la gorge ? N'êtes-vous pas étouffés, même un instant, par tout ce que vous avez abandonné, renié, oublié ? Etes-vous à ce point angoissés de conserver vos « situations », que vous n'entendiez pas les cris de ce peuple qu'on égorge, de ces Vietnamiens qu'on assassine au lance-flammes, qu'on bombarde, qu'on fusille ? De ces jeunes Français qu'on envoie de force crever dans une guerre qu'ils n'ont pas voulue ? Etes-vous à ce point asservis que vous soyez sourds, en 1947, à cet écho terrible de 1925 ?

...sont morts...

Vous êtes plus coupables que d'autres, vous qui vous disiez « intellectuels » et qui n'êtes plus que des pantins, car vous savez bien ce qu'est une expédition coloniale. Vous savez quels intérêts défend la France en Indochine, quels intérêts elle défendait au Maroc. Vous savez aussi pourquoi meurent les Vietnamiens, que leur lutte est celle de tous les travailleurs... et fut un jour aussi la vôtre.

Le silence est d'or... ...de la Banque d'Indochine

Et pourtant vous vous taisez. Ou, si vous dites quelque chose, avec prudence, avec « habileté », vous veillez à ne pas gêner la politique de vos partis qui, eux, votent tous les crédits militaires, les canons pour l'Indochine, les félicitations au corps expéditionnaire.

C'est cette hypocrisie-là qui est la plus repoussante. Ceux qui ont changé de bord sont devenus des ennemis. Mais ceux qui se proclament encore fidèles au socialisme ou au communisme, qui chuchotent dans l'intimité un certain désaccord avec la politique colonialiste, et qui publiquement sont membres de partis initiateurs ou complices au Parlement de cette même politique, sont des traîtres à tout leur passé, à tout notre combat. Nous les dénonçons aujourd'hui ; demain, la révolution les jugera.

L. MAGNIN.

...pour leur indépendance

AUGMENTATION DES SALAIRES NE SIGNIFIE PAS HAUSSE DES PRIX

Le dernier Comité confédéral de la C.G.T. qui s'est tenu les 14 et 15 janvier 1947 est intéressant à plus d'un titre.

Hénaff et le minimum à 7.000 francs

Chacun se rappelle la « corde raide » sur laquelle marchait Hénaff au mois de juin 1946, à propos des 25 %. N'ayant pas bien compris la « tactique », Eugène Hénaff déclarait intempestivement :

— Les ouvriers doivent s'engager dans la voie de l'action directe et engager des grèves pour imposer immédiatement la revalorisation des salaires.

Quelques heures ne s'étaient pas passées que Hénaff désavouait ses déclarations de la matinée. Aujourd'hui, il vient encore une fois de manger le morceau, N'a-t-il pas déclaré au C.C.N. :

— Prenons l'exemple d'un manœuvre de la métallurgie, père de quatre enfants et dont la femme est au foyer (ce manœuvre étant à Paris et vivant en banlieue). Son salaire était avant la révision de salaires en juillet 1946 de 8.984 fr. 30, après juillet 1946, 13.175 francs, lorsque le minimum vital sera appliqué et compte tenu des augmentations des transports, gaz, électricité, etc., son salaire sera de 2.787 francs de moins qu'en juillet, même si la diminution de 5 % était appliquée, il manquerait plus de 2.000 francs.

Ainsi, même en fixant le minimum vital à 7.000 francs, le pou-

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

Lecteurs, camarades

ATTENTION !

« LA VERITE » CHANGE D'ADRESSE

TOUTE LA CORRESPONDANCE DESTINEE A

" LA VÉRITÉ "

(Rédaction et Administration)

DOIT ETRE ADRESSEE DESORMAIS

100, RUE REAUMUR, PARIS-2e

Tél. : GUT. 80-60

★

L'ADRESSE DU

Parti Communiste Internationaliste

DEMEURE :

19, RUE DAGUERRE, PARIS-XIVe

VÉRITÉS...

Pas un sou à l'Etat

Ce n'est plus un secret que les petites ou les grosses boîtes doivent actuellement des sommes considérables aux assurances sociales, à la caisse de compensation et des impôts.

Certaines maisons, les grands magasins même, ont menacé directement le ministre des Finances de fermer et de mettre à pied leur personnel, si on les obli-

geait à payer tout l'arriéré. Et les Finances ont dû reculer.

Le pli est pris. Et il sera difficile, sinon impossible, à l'Etat de récupérer les milliards qui sont dehors. La planche à billets va fonctionner à plein. L'inflation va s'accentuer. Les prix, contrairement aux promesses de Blum, vont continuer à monter... jusqu'à ce que la machine éclate pour tout de bon.

Raréfaction des produits

D'ailleurs, depuis le déclenchement de la campagne des 5 %, chacun fait la constatation suivante : il n'y a de baisse ef-

fective que pour le commerce de luxe et les articles d'utilité secondaire.

Les queues chez les commerçants recommencent à nouveau. Il n'y a plus de viande de boucherie, plus de pommes de terre, plus de vin.

Les tickets de charbon ne sont plus honorés et les travailleurs crèvent de froid près de leurs gosses qui pleurent.

Mais le poulet fait un bond considérable, ainsi que les volailles et lapins en général. Le bois vaut actuellement 400 fr. les 100 kilos, et bien content d'en trouver, sans demander au bougnat la baisse de 5 %. Il vous rirait au nez !

Yves Farge et le lampiste

L'ancien ministre du Ravitaillement a fait ces jours-ci des déclarations sur le marché noir à un de ses amis journalistes. Vraiment, il ne s'est pas fendu, et il faut croire que l'homme qui voulait « supprimer le marché noir à Noël » a pris de drôles de coups sur la tête. Rien de sensationnel. Des généralités. Pas question, lui qui a été au cœur de l'affaire, de déballer son paquet, de dénoncer le mé-

canisme du marché noir, les gangs avec les intermédiaires et les personnages hauts placés, qui couvrent le tout et se trouvent parfois jusque dans les conseils du gouvernement. Farge accuse... les ouvriers ! « Le marché noir, affirme Yves Farge, a pour origine les distributions que font à tous ouvriers ou employés les patrons des usines d'alimentation. » Et il cite le cas du lait condensé, du sucre, du chocolat, de l'huile, du savon, etc...

Si aujourd'hui Paris est sans vin, ce n'est pas la faute des gros intermédiaires qui stockent et font monter les prix, si nous n'avons pas de viande, les chevillards et marchands de bestiaux n'y sont pour rien ; si les fruits sont inabordables, les mandataires en sont les premières victimes.

En effet, regardez donc les ouvriers comme ils sont gras, roses avec un bon ventre en pointe ; voyez comme leurs gosses sont potelés et ont bonne mine, et regardez donc à côté d'eux la pauvre allure des patrons, des chevillards, des mandataires, comme ils sont maigres, chétifs, hâves et comme leurs gosses ont faim... Vous ne voyez pas ça ? Alors... vous en avez dans les yeux !

A quelle sauce les manger? Pour le moment, on boit !

On apprend que vient de se tenir à Berlin le deuxième bal annuel du Conseil de contrôle allié, organisé par les quatre « Grands occupants ».

Une orgie. Une véritable orgie.

D'abord le beau monde. Les hommes en habit et les femmes qui fêtent dans la soie et dans la fourrure. Des uniformes rutilants et les décorations à n'en plus finir, pour les officiers d'états-majors.

Quatre bars, quatre buffets, quatre orchestres.

Dans l'un, la vodka coule à

pleins bords ; dans les autres, le gin, le scotch, le whisky, le vermouth, le cognac.

Des danses échevelées, des tangos, des polkas, du jitterbug et des flirts bien poussés. Les Américains, gens pratiques, avaient amené devant la porte (du tribunal nazi où fut condamné le gang à Hitler, et où se tenait « la fête ») une voiture d'ambulance... à tout hasard. Cette voiture se tenait en liaison permanente, par radio, avec un hôpital. Mais, rien de grave. Quelques dégueulis, sans plus.

Chacun sait que l'accord entre « les alliés » s'avère difficile. Tout le monde a son petit bout d'idée sur la question allemande. A quelle sauce la manger ? A la vodka, au gin, au pernod ? Pour le moment, buvons, chantons, dansons. Après tout, il n'est pas sûr qu'on danse sur un volcan, se disent les compères !

Les affaires d'Elisabeth

Voici quelques semaines que la « gentry » de Londres se préoccupe des amours de l'héritière du trône anglais, la princesse Elisabeth. La demoiselle est en âge de se marier, et bien des prétendants ont posé leurs yeux sur la fille du roi bègue. On parlait de quelques illustres rejetons de grandes familles de lords, mais, scandale, Elisabeth s'est fait photographier un jour, seule avec... le prince Philippe de Grèce. « Comment, s'écrient les commères et ladys courroucées, sans nous prévenir, c'est une trahison ! » Et, de fil en aiguille, l'opinion est alertée. La presse s'en mêle. Tous les partis mettent leur grain de sel, y compris les communistes. Les familles se divisent sur cette question très angoissante. De bons amis se fâchent, désormais irréconciliables. Le Sunday Pictorial *mène une grande enquête pour ou contre le mariage d'Elisabeth avec le Grec, et fait le pointage chaque semaine. Ainsi cette semaine, 64 % des Anglais sont*

pour le mariage. La semaine dernière, 50 %.

La presse mondiale suit le mouvement et alimente de nombreuses polémiques. Quant à la radio américaine, elle en diffuse chaque jour les derniers résultats, tout de suite après les résultats sportifs.

Et, partout dans le monde, la presse capitaliste fait son boulot et tente de détourner sur une question, absolument sans intérêt réel, l'attention des millions d'hommes et de femmes préoccupés de leur gagne-pain, de leurs salaires, du ravitaillement, de leur liberté et de la paix.

Le ralentissement des affaires

Le journal Les Echos, *toujours bien informé, vient de faire une enquête sur la perturbation que les 5 % ont causé aux affaires.*

En réalité, janvier est un mois creux. Personne dans les magasins. Il y a eu les fêtes, les étrennes, il y a le terme. Les gens n'achètent pas.

Et, de tout temps, les commerçants, après l'inventaire de fin d'année, font des soldes et des baisses sur les « rossignols », souvent de plus de 10 %. C'est ce qui se passe actuellement.

Mais par dessus le marché, presque tous les commerçants demandent actuellement à leur fabricant ou à leur grossiste de ne pas livrer les commandes passées avant fin mars, pour bénéficier d'une nouvelle « baisse » officieuse de 5 % ou de 10 %.

Or les difficultés des entreprises sont telles en ce moment qu'il leur est difficile de faire travailler les ouvriers pendant soixante jours sans effectuer des livraisons et encaisser.

D'autre part, la suppression

des crédits par les banques vient aggraver la situation des petits fabricants, qui sont obligés de fermer leur maison les uns après les autres.

Le chômage va faire sa première apparition en France à bref délai.

LA VIE DU PARTI

Région parisienne

La réunion du Comité Régional est reportée au dimanche 9 février, au théâtre à 14 h. 1/4. A l'ordre du jour : rapport d'activité, rapport politique. La Commission des cadres de la Région parisienne.

★

Les trésoriers-administrateurs de cellules de la Région parisienne doivent être présents à la réunion des administrateurs, qui aura lieu au théâtre, le mardi 4 février, à 20 h. 30 précises.

Si le trésorier ne peut être présent un membre du bureau de la cellule doit le remplacer.

★

Les billets d'entrée à la Fête annuelle de la « Vérité » ont été mis en circulation dans la Région parisienne. Les camarades du Parti qui ne les ont pas encore reçus, doivent s'adresser au bureau régional.

Un grand effort doit être fait par tous les militants afin que cette fête annuelle soit un succès.

La Région de Seine-et-Oise Nord a convoqué les travailleurs de C.I.M.T., à Mantes, à une réunion d'information (réunion publique et contradictoire). A l'ordre du jour, la situation des masses travailleuses en face de la baisse du pouvoir d'achat.

★

École du militant

Le cycle de l'école du militant s'est ouvert le 17 janvier.

Voici le programme qui y sera traité :

1. Principes du matérialisme historique.
2. L'économie capitaliste : salaires, prix et profits.
3. L'impérialisme (étude économique).
4. L'impérialisme (guerre et politique prolétarienne).
5. L'Etat « conquête » ou renversement ?
6. Stratégie et tactique : la révolution permanente.
7. Les leçons de la Révolution russe.
8. Le problème de l'U.R.S.S. : la Révolution trahie.
9. Juin 36.
10. Histoire du parti.
11. Le programme transitoire.
12. Le parti et les syndicats.

Les trois premiers cours ont été présentés par les moniteurs et suivis d'une large discussion. Pour les exposés suivants il a été fait appel au volontariat. Dès maintenant les exposés sont répartis entre les élèves des différents groupes qui auront à leur disposition pour préparer : brochures dactylographiée, schéma, bibliographie.

Il ne nous a pas été possible de tenir parole en un point : la mise en route d'un groupe le jeudi. Les camarades intéressés doivent se faire rattacher à un groupe soit du vendredi, soit du samedi.

Les cellules : XIVe, Unic et Choisy doivent rattraper le temps perdu.

BLEIBTREU,
responsable aux cadres de la R.P.

ATTENTION !

La Permanence du P.C.I., 19, rue Daguerre, Paris (14e), pour des raisons techniques, sera ouverte de 17 h. 30 à 19 h. 30 seulement, du lundi 3 au lundi 17 février 1947.

Finistère

Malgré le froid glacial, près de 570 militants et sympathisants (non compris les deux classiques « chaussettes à clous ») se sont rassemblés au Nouveau Théâtre, pour assister au meeting sur les 3 L.

Après un exposé de Yves Gac sur la J. C. I., le camarade Calvès retraça la vie et l'exemple des trois grands révolutionnaires : Lénine, Liebknecht et Luxembourg, en insistant particulièrement sur la nécessité de dénoncer partout la criminelle guerre d'Indochine.

La Chorale de la J. C. I. fit entendre plusieurs chants prolétariens, puis une vieille militante du mouvement ouvrier vint dire sa joie d'assister à une telle séance.

Même un U. J. R .F. fut invité à venir dire son mot sur la préparation militaire. Ce fut la minute du rire.

A la sortie un flic demanda à un copain : « Alors, vous avez reçu les affiches ? »

Il s'agit des affiches contre la guerre d'Indochine. Quand cet article paraîtra, notre astucieux inspecteur pourra les lire sur tous les murs de Brest.

On nous écrit :

DE LILLE :

J'ai séjourné neuf ans au Viet-Nam, j'ai suivi toute la révolution et j'étais présent à Hanoï lorsque fut signé l'accord du 6 mars 1945. Je rédigeai de nombreux exposés politiques concernant le problème franco-vietnamien et ma sincérité m'attira la sympathie des journalistes et des révolutionnaires vietnamiens.

Mon but, en écrivant ce court mesage, est de rappeler aux Vietnamiens vivant en France qu'il existe des Français ayant connu et estimé leurs compatriotes et qui sympathisent avec eux pour une cause qu'ils défendent aujourd'hui les armes à la main, par suite de l'appétit colonialiste français. Il faut leur rappeler aussi que des Français se désolent de voir se ruiner ainsi une entente possible que quatre-vingts années d'ignominieuse colonisation avaient largement ébréchée.

J'écris actuellement un roman sur la lutte des Vietnamiens contre les Japonais et montrant le vrai visage de l'Annamite.

Je voudrais entrer en rapport même épistolaire avec quelques vietnamiens, pour des échanges de vues et d'idées. Que ceux qui le désirent m'écrivent à l'adresse suivante : Lambert Roger, 28, rue Fabricy, Lille (Nord) ou par l'intermédiaire de La Vérité.

En attendant, je leur adresse mes fraternelles salutations.

R. LAMBERT.

1919 à Moscou :

Fondation de la IIIe Internationale

C'est en janvier 1919 que furent envoyées les convocations à la conférence communiste internationale de Moscou, qui devait donner naissance à la IIIe Internationale. Nous publions ci-dessous, en deux parties, les notes prises sur le vif par Jacques Sadoul, parues le 15 mars 1924 dans un numéro de la revue Clarté. — N. D. L. R.

C'est le 28 février, vers minuit, qu'un coup de téléphone de Tchitchérine me rappela qu'une conférence communiste internationale se réunirait le surlendemain.

★

Après deux séances à huis clos, la conférence ouvrit ses portes, décida à l'unanimité la création de l'Internationale Communiste, se transforma en Congrès et désigna les membres des commissions chargés de rédiger le manifeste et les diverses résolutions.

★

Le congrès dura quatre jours. Le bureau, présidé par Lénine, était composé de Zinoviev, Boukharine, Platten, Eberlein et Grüber.

Vingt années d'une lutte acharnée aux premiers rangs du parti social-démocrate russe, la direction ininterrompue de sa fraction bolchevique, conçue, élevée, puis hissée par lui jusqu'à l'apothéose actuelle, la pratique des congrès internationaux, une connaissance effroyable de l'âme humaine, un flair politique inouï, une ténacité de dogue étrangement jointe à un penchant naturel aux combinazione — il semble vénérer la volonté de puissance sous toutes ses formes et la force lente de la ruse autant que la force vive du combat — tout cela et bien d'autres facultés que j'ai eu maintes occasions d'analyser déjà font de Lénine, en dépit d'une réputation légendaire de sectaire et de fanatique, un opportuniste génial — intransigeant quand il est opportun de l'être — le plus roué des cuisiniers de congrès et le plus éblouissant des manœuvriers de couloirs.

Assuré d'une immense autorité sur ses anciens et sur ses nouveaux disciples, c'est-à-dire sur l'unanimité des congressistes, et n'étant pas homme à gaspiller son énergie, Lénine éteignit la flamme

LENINE

de ses yeux et empocha paisiblement ses foudres redoutables. Il n'était point besoin ici d'écraser l'opposition. Il n'y avait pas d'opposition. Le tigre rentra ses griffes et fit patte de velours. Paraissant s'incliner devant les décisions d'une majorité qu'il inspirait, simple, souriant, encourageant pour tous, écoutant avec une complaisance inlassable ce qu'il estimait utile ou du moins inévitable, opposant une surdité diplomatique aux interrupteurs maladroits ou gênants, mais entendant tout et voyant tout, fouillant de son regard aigu l'âme de chacun des assistants, maintenant un contact permanent avec tous par quelques mots personnels tracés sur un bout de papier passé ensuite de main en main, clignant malicieusement de l'œil à l'un et à l'autre, Vladimir Illitch présida avec une habileté magistrale, ramenant toujours la discussion sur le terrain solide des réalités, provoquant les objections nécessaires à ses desseins, puis précipitant le débat vers sa conclusion logique. Avec une bonne grâce impérieuse, il sut tordre le cou aux orateurs trop éloquents et s'assurer la gratitude des timides en leur ménageant des succès de tribune.

Certains délégués ayant importé d'Europe l'écho des bruits qui courent à travers le monde sur ses dissentiments avec Trotsky, il ne laissa pas échapper une occasion de manifester, avec une élégante bonhomie, sa déférence et son affection pour le magnifique debater de Brest-Litovsk, pour le créateur de cette armée rouge qui a sauvé la Révolution.

Quatre courtes séances et de nombreuses conversations firent comprendre aux congressistes que Trotsky, Zinoviev, Tchitchérine, Rakovski et tous ceux qui, sous l'influence de Lénine, dirigent, avec quelle clairvoyance et quelle force, le gouvernement ouvrier et paysan, placent au-dessus de tout les intérêts généraux du prolétariat mondial. Ils en partiront avec la foi.

Les débats eurent lieu en allemand, l'énorme majorité des délégués parlant cette langue. La participation des représentants des pays latins et balkaniques au second congrès permettra, sans doute, d'adopter à la fois le français et l'allemand. Les polyglottes russes n'y verront pas d'inconvénients. Et puis, ils aiment tant le français ! N'est-ce pas Trotsky qui disait, après ma première intervention, combien il admirait le mécanisme si souple, si simple et si riche à la fois de notre langue. Et comment en effet, ce polémiste vigoureux, ce dialecticien extraordinaire, n'aurait-il pas une prédilection secrète pour une langue qui est, par excellence, la langue du polémiste et du dialecticien.

★

Le congrès se réunit au Kremlin, dans l'ancien Palais de Justice, affecté maintenant aux services du Comité central exécutif des Soviets.

★

La salle où se tint le congrès est une des plus humbles du palais. Etroite et longue, elle ne peut guère contenir qu'une centaine de personnes. Les délégués s'y installèrent sur des chaises fragiles, devant des tables branlantes, évidemment empruntées à quelque café. Sur les murs, des photographies : les fondateurs de la Première Internationale, Marx et Engels ; les chefs encore honorés de la Seconde, c'est-à-dire surtout les disparus, et parmi eux, le martyr d'hier Jaurès, les martyrs d'aujourd'hui, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, entre leurs vieux compagnons de lutte Franz Mehring et Clara Zetkin.

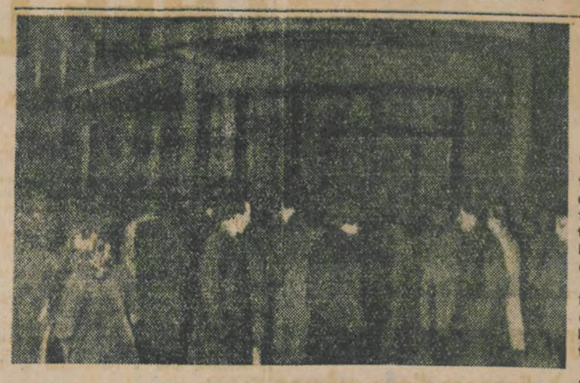
A l'une des extrémités de la salle, sur une estrade basse, une table longue pour le bureau, un haut pupitre scolaire pour les orateurs. Un peu partout, des draperies d'andrinople rouge, tachées des inscriptions traditionnelles. D'admirables tapis, des tapis impériaux, jonchent le plancher. C'est qu'il fait froid, très froid dans cette salle : les tapis s'efforcent, vainement d'ailleurs, de suppléer au calorifère qui projette sur les délégués d'horribles bouffées d'air glacé. Les congressistes jouissent moralement des avantages de la vie soviétiste. Ils doivent en subir physiquement les inconvénients.

Moscou manque de combustible. Les congressistes grelotteront. Moscou est à la diète depuis deux ans. Les camarades étrangers ne mangeront pas toujours à leur faim. Ils ne connaissent pas encore la vertu révolutionnaire de la famine. Ils ignorent que les restrictions alimentaires sont venues à bout des obésités les plus rebelles, que la suppression du vin, de l'alcool et des épices a restauré bien des estomacs délabrés. Ils sont visiblement surpris par le naturel, par la simplicité totale des Russes qui reçoivent leurs hôtes sans parade, sans façons. Ils constatent d'abord avec un peu d'humeur, parce qu'il fait très froid et que le froid ouvre l'appétit, puis avec orgueil, parce qu'ils sont de vaillants militants, que les menus des Commissaires du peuple ne sont pas différents de ceux — si déplorablement frugaux — qu'on goûte dans les autres restaurants soviétistes. Ainsi, ils découvrent un des secrets de la valeur du révolutionnaire russe : son ascétisme ou, pour employer un mot plus exact et moins ridicule, l'aisance incroyable avec laquelle, s'adaptant à toutes les circonstances, il développe ou comprime ses besoins.

Ils font très vite contre mauvaise fortune bon cœur. Les pieds ont un peu froid, mais les cœurs ont si chaud. Les estomacs ne sont pas rassasiés, mais la Russie prodigue une nourriture spirituelle si savoureuse. En quelques heures, ils ont réagi. En quelques jours, ils sont conquis.

Jacques SADOUL.

(A suivre.)



A la Mutualité, les flics avaient fermé les grilles.

Notre meeting interdit

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

tout comme Moutet, il agit en fidèle gérant des intérêts capitalistes, et ceux-ci ne sauraient admettre qu'on attaque directement la Banque d'Indochine et le Comptoir du caoutchouc.

Puis un cortège se forme. L'Internationale résonne. Des cris « Indépendance du Viet-Nam ! », « A bas la guerre d'Indochine ! » retentissent.

LES FASCISTES ONT COMPRIS...

Les fascistes ne se sont pas trompés, eux non plus. Ils savent que notre parti est leur pire ennemi. Des énergumènes de la 2e D. B., puis les jeunes J.P.R.L., classiques fils à papa du boulevard Saint-Michel, attaquent nos camarades. Ils sont armés de revolvers et de coups de poing américains. Deux de nos camarades sont blessés dans la bagarre.

Le 6 décembre, place des Ternes, nous avons été matraqués par la police, injuriés par des membres de la 2e D.B. Vendredi soir à la Mutualité, le déroulement des événements fut le même. C'est là le signe pour nous que nous sommes dans la bonne voie. Nous continuerons notre combat antiimpérialiste.

23 FÉVRIER

AU PALAIS DE LA MUTUALITE
A 15 HEURES

GRANDE FÊTE DE "LA VÉRITÉ"

SUIVIE A 21 HEURES D'UN

BAL POPULAIRE

A GRAND ORCHESTRE

AU COURS DE LA FETE

TIRAGE DE LA TOMBOLA

DES CHŒURS PARLES avec le groupe artistique de La Vérité
DES CHANTS
LE PRESTIDIGITATEUR Seldow

DU THEATRE D'AVANT-GARDE :

LE VRAI BLANCO POSNET

pièce en un acte de Bernard Schaw

avec RAYMOND BUSSIERE
ET TOUT UN PROGRAMME ARTISTIQUE

La vie du journal

LA CAMPAGNE D'AGIT.-PROP. DANS LA RÉGION PARISIENNE

Cette semaine la campagne d'inscriptions à la craie doit être décuplée. Le premier travail a été fait méthodiquement par les rayons et cellules, suivant un itinéraire soigneusement étudié. Nous pouvons voir dans les principaux arrondissements et localités de banlieue, le travail d'agitation propagande du parti pour « La Vérité ». En province, nous apprenons que la campagne démarre à son tour de différents côtés.

DESORMAIS CHAQUE MILITANT DU PARTI, seul, PARTOUT OU IL EN A LA POSSIBILITE et où il se trouve DOIT PARTICIPER ACTIVEMENT A LA CAMPAGNE D'INSCRIPTIONS, A LA CRAIE.

Devant les interdictions répétées du ministre de l'intérieur de tenir nos réunions et d'alerter les travailleurs, nous nous exprimerons quand même, par des méthodes d'agitation communistes. Partout sur les murs : « A BAS LA GUERRE D'INDOCHINE! » — « D'ARGENLIEU ASSASSIN ! » — « PAS UN HOMME, PAS UN SOU POUR LES COLONIALISTES! » — « LISEZ « LA VERITE » — « LA VERITE » ORGANE P.C.I. »

CONVOCATION DES RESPONSABLES DE PRESSE DE LA R.P.

Réunion mensuelle de tous les responsables de presse des cellules et rayons, LUNDI 3 FEVRIER, à 20 h. 30, au Théâtre :

ORDRE DU JOUR :

— Rapport des cellules.
— Rapport du responsable régional.
— Les points de vente des cellules.
— Le Comité de défense de « La Vérité » du 13e.
— Rapport d'inspection sur la campagne d'agitation propagande par Norval.
— La fête du 23 février.
— Questions diverses.

Le Conseil d'administration de « La Vérité ».

La fête de "La Vérité"

Les camarades ont maintenant les billets d'entrée et les billets de tombola. Chaque cellule doit immédiatement se mettre au travail et assurer la plus grande vente de billets d'entrée et de billets de tombola et faire parvenir l'argent, rapidement, au trésorier de la commission de la fête.

Il faut que la fête du 23 février soit un grand succès pour le parti et son journal.

LA TOMBOLA

De nombreux camarades ont répondu à l'appel du Conseil d'administration et nous ont fait savoir qu'ils mettaient à notre disposition des lots — souvent importants — pour la TOMBOLA, dont le tirage aura lieu le 23 février, pendant la fête de *La Vérité*.

Nous les remercions bien vivement.

Mais nous espérons recevoir encore des camarades de province, des sympathisants, des abonnés, des propositions ou des envois de nombreux lots.

Ecrivez à :

LA VERITE
Service de la fête
168, rue Réaumur Paris (2e)

PERMANENCES

REGION PARISIENNE

Paris : 19, rue Daguerre (au fond de la cour). Paris-14e. Tous les jours, de 15 h. à 19 h. 30, et le dimanche de 10 à 12 h. Tél. SUF. 62-31.

Choisy-le-Roi : Permanence tous les dimanches, de 10 h. à 11 h. Choisy-Bar, 11, rue Jean-Jaurès.

Arcueil : Tous les vendredis, à partir de 19 heures, chez Prunier, 7, impasse Guyton-de-Morveau (Cité Jardins).

Le Raincy. — Samedi après-midi, 3, allée des Charmilles, à Clichy-sous-Bois.

MARNE

Reims : Permanence tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h., Bar Emile, rue des Romains. Tél. 47-29.

Epernay : Ecrire à Alfred Remember, bar des Pêcheurs, place des Martyrs-de-la-Résistance. Permanence tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

Châlons : Ecrire Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

NORD

Lille: Café-hôtel des Buisses, 35, rue des Buisses. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures.

Pas-de-Calais : Ecrire ou s'adresser à Laneres Jean, 5, rue des Balances, à Arras.

Amiens : Pour le regroupement des camarades et sympathisants, écrire à S. Koba, poste restante, Amiens.

AISNE-ARDENNES

Pour le regroupement des camarades et des sympathisants de l'Aisne et des Ardennes, écrire : Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

ALSACE-LORRAINE

Strasbourg: Café-restaurant, 43, rue de Neufelt, Strasbourg-Neudorf. Tous les dimanches, de 10 heures à midi.

Erstein : Alain Redon, restaurant Schuh, 1, rue du Monastère, Erstein (Bas-Rhin).

Lorraine : Ecrire à G. PAGET, 1, rue de la Rosière, Chavigny (M.-et-M.), et L. Schwartz, 26, rue Saint-Michel, Nancy (M.-et-M.).

OUEST

La Rochelle. — Pour le regroupement des camarades et sympathisants, écrire à Christiane Girard, 84, avenue Jean Guiton, La Rochelle.

Brest : P.C.I., 30, rue Kerivin, Brest. Jeudi, vendredi, samedi, de 20 h. à 23 h. Dimanche, de 10 à 12 h.

Quimper : 9, rue de Salonique. Jeudi, de 14 à 17 heures. Samedi, de 17 à 19 heures.

Nantes. — Tous les samedis, de 15 à 18 h., café d'Alsace, rue Léon-Jamin.

Couëron. — S'adresser à Roger Tual, 4, rue Waldeck-Rousseau.

Saint-Brévin-les-Pins. — S'adresser à Rivaland, villa « La Coquette », avenue Valentine.

Ille-et-Vilaine. — Ecrire à Rubard Louis, restaurant Levell, 49, rue de Château-Giron, Rennes.

Angers : Café de l'Etoile, place Romain, dimanche matin, de 11 h. à 12 h. 12 heures.

Charente-Maritime : Ecrire à Julliot, propriétaire-exploitant, à Epargnes.

Bordeaux : 34, cours Aristide-Briand. Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

MIDI

Marseille : Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est. Vieille Bourse du Travail. Samedi, de 17 h. à 20 heures.

Toulouse : Réunions tous les mardis, café Borios, place du Capitole, à 21 heures.

LYON

Lyon : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures.

CENTRE

Montluçon : Bar à la Filleite, tous les samedis, de 18 à 19 heures, 20, rue de la République. Pour tous renseignements, écrire à Killisky, 2, rue des Toiles, Montluçon.

Saint-Etienne : Café Basset, place du Peuple. Les samedis, de 17 à 19 heures.

Clermont-Ferrand : Place Gaillard, Café National. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures. Adresser toute la correspondance à Gérard BLOCH, secrétaire régional du P.C.I., 7, avenue Beausite, à Royat (Puy-de-Dôme).

ALPES

Grenoble : 10, rue Barnave, le samedi, de 17 à 19 heures. Tél.: 25-06.

Savoie : Ecrire à Emile Vulliermé, à Laissaud (Savoie).

Oraison. — Permanence tous les jours de 19 heures à 20 heures, le dimanche de 9 heures à 11 heures, chez Lucien Allemand, à la Placette.

CORSE

P.C.I., 27, rue de l'Opéra, Bastia.

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste

par Léon TROTSKY (1)

Nous terminons, cette semaine, la publication de l'étude de Trotsky sur les syndicats.

Cet article, trouvé sur son bureau après son assassinat, a été publié pour la première fois en français dans la revue de nos camarades belges : L'Avant-Garde.

Non moins significatif, bien que dans un sens différent, est le développement ou la dégénérescence des syndicats en Espagne. Dans les syndicats socialistes, tous les éléments dirigeants, qui, dans une certaine mesure, représentaient l'indépendance du mouvement syndical, furent mis à l'écart. Quant aux syndicats anarcho-syndicalistes, ils furent transformés en instruments de la bourgeoisie républicaine.

Leurs leaders devinrent des ministres conservateurs bourgeois. Le fait que cette transformation eut lieu pendant la guerre civile n'amoindrit pas sa signification. La guerre est la continuation de la politique. Elle favorise les développements, met à nu leurs caractères fondamentaux, détruit tout ce qui est pourri, faux, équivoque et maintient seulement ce qui est essentiel. Le glissement des syndicats vers la droite était dû à l'exacerbation des contradictions sociales et internationales. Les leaders du mouvement syndical sentaient, comprenaient, ou étaient censés comprendre, que ce n'était plus le moment de jouer le jeu de l'opposition. Chaque mouvement d'opposition au sein du mouvement syndical, et spécialement aux sommets, menace de provoquer un formidable mouvement de masses et de créer ainsi des difficultés à l'impérialisme national. Ceci motive le glissement des syndicats vers la droite et la suppression de la démocratie ouvrière dans les syndicats. La caractéristique fondamentale, l'évolution vers le régime totalitaire, détermine tout le mouvement ouvrier du monde entier.

Nous devrions rappeler également la Hollande, où non seulement le mouvement syndical réformiste fut un appui pour le capitalisme impérialiste, mais où la soi-disant organisation anarcho-syndicaliste était, elle aussi, sous le contrôle du gouvernement impérialiste. Le secrétaire de l'organisation, Sneevliet, en dépit de ses sympathies platoniques pour la IVe Internationae, était, comme député au parlement hollandais, en premier lieu intéressé à ce que les foudres du gouvernement ne s'abattent pas sur son organisation syndicale.

★

Aux Etats-Unis, le ministère du Travail, avec sa bureaucratie « gauchiste », s'est assigné comme tâche de subordonner le mouvement syndical à l'Etat démocratique et on doit dire que jusqu'à présent cette tâche a été remplie avec quelque succès.

La nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme. C'est une mesure de capitalisme d'Etat dans un pays arriéré qui cherche à se défendre de cette façon, d'une part contre l'impérialisme étranger et d'autre part contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est bien indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'Etat bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière, à la faire travailler davantage au service des « intérêts communs » de l'Etat, qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats, en tant qu'organes de la lutte des classes, et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'Etat bourgeois sur les ouvriers. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats, et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale présente, qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétrole, etc.

★

Les événements de la dernière période qui a précédé la guerre ont révélé, avec une clarté spéciale, que l'anarchisme qui, au point de vue théorique, est toujours simplement du libéralisme poussé à son extrême, était en pratique une propagande pacifiste dans le cadre de la république démocratique, dont il recherche la protection. Si nous faisons abstraction des actes terroristes individuels, etc., l'anarchisme, comme système de mouvement de masses et d'action politique, ne représente que du matériel de propagande sous la protection pacifique de la légalité. Dans les moments de crise, les anarchistes font souvent l'inverse de ce qu'ils prêchent en temps de paix. Ce fait fut signalé par Marx lui-même au sujet de la Commune de Paris.

Et il se répéta à une beaucoup plus grande échelle dans l'expérience de la révolution espagnole.

Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent, plus ou moins librement, au sein d'une même organisation de masses ne peuvent plus exister longtemps. Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière. Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leur rapports avec l'Etat bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire, qui est la direction de la IVe Internationale. Cette direction, naturellement, peut et doit être rationnelle et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la IVe Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible.

Août 1940.

L. TROTSKY.

(1) Voir la *Vérité*, nos 158 et 159.

Manœuvres antisoviétiques en Italie

On sait que le congrès du parti socialiste italien vient d'aboutir à une scission entre la tendance de Pietro Nenni préconisant l'unité avec les stalinjens, d'une part, et, d'autre part, la droite anticommuniste dirigée par Saragat, à laquelle s'est jointe, malgré sa phraséologie « révolutionnaire », la troisième tendance, celle de Matteoti fils.

Ce n'est ni la première ni la dernière fois que, dans la période actuelle, un parti socialiste européen se divise sur cette question. La droite du parti avait prémédité la scission, comme le prouve le refus de certains de ses délégués de siéger au congrès, son rejet de toutes les tentatives de conciliation, et le fait qu'elle avait un quotidien, « Umanita », tout prêt à paraître.

Pourquoi cette préméditation, et, par exemple, pourquoi Saragat et ses amis « socialistes humanistes » ont-ils fait avancer la date du congrès de telle sorte que celui-ci coïncide exactement avec le voyage du président du Conseil catholique Gasperi à Washington ? Gasperi a beau prétendre que les Etats-Unis « n'ont posé aucune condition politique pour aider l'Italie », cela n'empêche pas que, entre Nenni, qui s'oppose à la signature du traité de paix, et Saragat, auteur d'un article intitulé « Amica America », les capitalistes yankees ont tout de même leur préférence. En d'autres termes, le renforcement de l'aile anticommuniste du parti socialiste était le meilleur gage à donner aux trusts américains, et peut-être même la condition posée par ceux-ci pour renflouer l'économie italienne. En effet, pendant ce temps-là, le « New-York Times » écrivait : « L'échec de sa mission signifierait aussi pour M. de Gaspéri la ruine de sa vie politique ». La scission du parti socialiste italien s'explique donc en dernière analyse par l'antagonisme entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

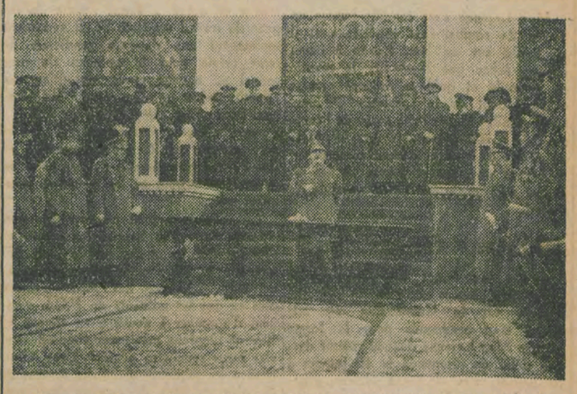
En effet, sitôt rentré en Italie, Gasperi donne sa démission sans même prévenir ses ministres, et surtout pas ses ministres communistes ; c'est lui qu'on charge de former le nouveau gouvernement, et il déclare : « La première personne que je recevrai, sera M. Saragat. » Les communistes n'ont plus que des strapontins dans le nouveau gouvernement, et les négociations directes italo-yougoslaves, entreprises par le communiste Togliati, sont aussitôt rompues. Mais ces manœuvres internationales se déroulent sur un fond de lutte de classes accrue des travailleurs italiens : agitation à Bari, Malpetta, Bisceglia, grève générale à Chioggio, Naples et en Sardaigne. Et ce sont ces luttes qui, en définitive, décideront de la crise italienne.

André REVEL.

AUJOURD'HUI DANS L'ESPAGNE DE FRANCO

Tout s'achète, tout se vend

la corruption du régime éclate au grand jour



Franco entouré de sa clique militaire, dont le luxe n'a d'égal que la misère des travailleurs espagnols.

La corruption de l'appareil politique de l'Espagne franquiste : armée, phalange, police et hauts fonctionnaires est encore accrue par l'extrême pauvreté du pays. Le gouvernement tolère le brigandage mercantile le plus éhonté et le plus ouvert.

Les « hommes d'honneur » de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie foncière voient d'un mauvais œil les gangsters et parvenus politiques qu'ils ont appelés au pouvoir en 1936 pour garantir leur domination.

La crise économique et politique en Espagne rend le joug fasciste toujours plus pesant. Capitalistes et propriétaires terriens qui acceptaient depuis dix ans d'un cœur léger la torture et l'assassinat des travailleurs, vont jusqu'à s'indigner des exactions croissantes du régime. Ils songent aujourd'hui à sauvegarder leurs intérêts sous un autre gouvernement que celui de Franco. Le complot du fusilleur Aranda contre le Caudillo est une manifestation de l'attitude de la grande bourgeoisie.

L'Armée

Le corps d'officiers, composé au sommet des cadets de l'aristocratie foncière et à la base des aventuriers de la guerre civile, s'efforce de mettre ses revenus au niveau de sa situation sociale. Bien que la solde des officiers soit assez considérable, elle ne leur permet pas d'assurer leur élégance d' « opérette » et leurs obligations mondaines. Officiers et sous-officiers de tous grades se partagent donc plus de la moitié du budget alloué par l'Etat pour l'entretien des troupes, et transforment quasi publiquement les intendances militaires en entrepôts où se ravitaillent les grossistes du marché noir.

Pendant ce temps les soldats du rang, en particulier dans les villes de second ordre, offrent l'aspect misérable d'une armée en déroute : maigres, sales, plus ou moins déguenillés, parfois chaussés d'une espadrille et d'une botte, parfois même pieds nus, ils parcourent la campagne en quémandant une assiette de soupe chaude ou une poignée de fruits secs. Seuls ceux qui peuvent recevoir une aide quelconque de leur famille échappent à une telle humiliation.

La Police

Les policiers ne se contentent pas, eux non plus, de leurs revenus ordinaires et ne manquent pas de profiter de toutes les occasions pour piller dans leur secteur, et cela d'autant plus sûrement que les autorités ferment les yeux avec indulgence.

Les couches les plus pauvres de la population et les petits commerçants sont leurs principales victimes.

En effet, dans les quartiers ouvriers, les petits boutiquiers ont peu de clients pour les produits du marché libre dont les prix sont exorbitants, ils se livrent tous au petit marché noir des denrées de première nécessité. Les policiers sont à l'affût de ces délits, et ils exercent avec profit le chantage à la fermeture de l'établissement.

D'autres proies de choix des policiers : ce sont les femmes des assassinés, des emprisonnés, et des émigrés politiques, les vieux parents laissés par eux, qui ont souvent à leur charge des familles nombreuses et aucune possibilité de trouver du travail, aucune ressource économique. Ils sont réduits, pour vivre, à pratiquer le petit marché noir. Ils font de nombreux kilomètres à pied ou par le train, recherchant dans les fermes et les villages éloignés les produits agricoles qu'ils revendent ensuite en ville. Les risques sont grands. Les policiers arrêtent ces malheureux en route et les dépouillent sans pitié. Il serait naïf de croire que les marchandises confisquées sont remises à des organismes officiels. Les policiers se les partagent et les vendent pour leur compte. Si, parmi les femmes, il s'en trouve de jolies, les policiers ne se privent pas d'exercer sur elles un odieux chantage à la faim et à l'emprisonnement.

J'assistais un jour, dans le train de Saragosse à Barcelone, à l'un de ces incidents atroces et misérables. Des femmes, surchargées de petits paquets, avaient pris place dans notre compartiment de 3e classe (en Espagne seuls les gens très pauvres voyagent en 3e classe). A leurs regards inquiets, ainsi qu'à leurs efforts pour dissimuler leurs modestes bagages, tous les voyageurs, des ouvriers, avaient compris la condition de ces femmes et, sans mot dire, s'en trouvèrent solidaires. A chaque station, leurs craintes nous faisaient aussi battre le cœur. Quelques stations avant Barcelone les policiers visitèrent le train, les marchandises saisies furent jetées dans le sac des agents. Les femmes de notre compartiment se désolèrent, suppliant qu'on leur laissât quelque chose pour donner à manger à leurs enfants. Il leur fut répondu par des coups de crosse de pistolet et par des injures. Traitées de « femmes rouges » l'une d'elles répondit que cela était vrai et qu'elle en était fière. Elle fut arrêtée, chargée de menottes et giflée.

La Phalange et les fonctionnaires

Phalangistes et organisations de jeunesse, sous le patronage et en collaboration avec les municipalités, trafiquent avantageusement sur les fêtes de bienfaisance. La vente des places est assurée par les agents qui imposent d'un minimum d'un ou deux billets les commerçants et les particuliers, par ordre du gouverneur. Quelques scandales ont éclaté dont celui de la fête de l'hôpital de Santa-Cruz à Barcelone, à laquelle le boxeur français Cerdan participa l'année dernière ; et un bénéfice d'un million de pesetas disparut. Jamais les recettes ne furent restituées. Magistrats et fonctionnaires des prisons vendent leur pitié et leur humanité aux prix de l'or. C'est tout juste si maintenant la crainte du lendemain commence à influer sur les sentences des juges et sur l'attitude des geôliers.

Aujourd'hui, en Espagne, tout s'achète et tout se vend.

MARIA.

Camarade

ES-TU ABONNÉ A "LA VÉRITÉ"?

Voilà ceux que le régime franquiste engraisse : prélats, officiers, hauts fonctionnaires.

PAIX IMMÉDIATE AVEC LE VIET NAM

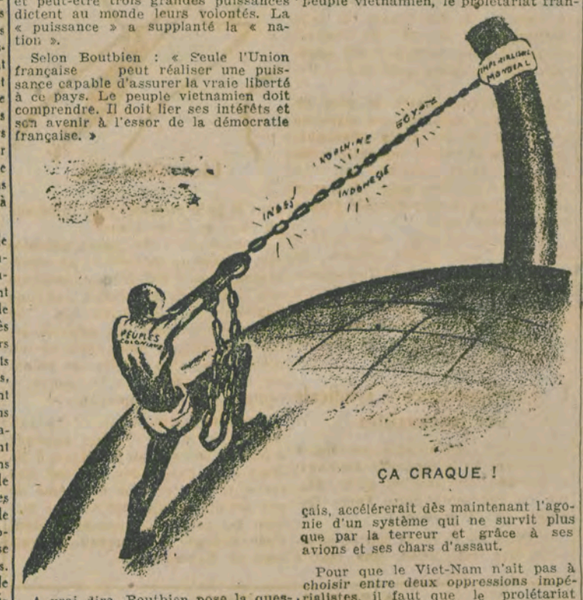
(Suite de la première page)

pas davantage à l'intérêt du peuple vietnamien. L'indépendance ne serait qu'un mot. Très rapidement, les nationalistes, au service de la Chine du Sud, renverseraient le gouvernement populaire et le remplaceraient par un gouvernement qui serait vassalisé. Il s'ensuivrait à l'intérieur du pays une guerre civile longue et meurtrière. Le Viet-Nam s'épuiserait dans un tel conflit... »

L'aide de la « démocratie »...

Boutbien ne s'en tient pas là. Il met les points sur les i de sa position impérialiste : « La souveraineté d'un Etat, sa libre détermination étaient des axiomes de la politique d'avant-garde de 1848 », écrit ce curieux socialiste de « gauche », qui range ces axiomes au magasin des accessoires (on se demande alors pourquoi cet axiome était encore tellement valable pour M. Boutbien puisqu'il a réclamé, face à l'impérialisme allemand, le droit du peuple français à disposer de lui-même, il n'y a pas si longtemps ?) : « Dans le monde contemporain, ce n'est plus qu'une chère illusion ; deux, et peut-être trois grandes puissances dictent au monde leurs volontés. La « puissance » a supplanté la « nation ».

Selon Boutbien : « Seule l'Union française peut réaliser une puissance capable d'assurer la vraie liberté à ce pays. Le peuple vietnamien doit comprendre. Il doit lier ses intérêts et son avenir à l'essor de la démocratie française. »



ÇA CRAQUE !

A vrai dire, Boutbien pose la question à la façon d'un élève de Blum qu'il est resté. De la « démocratie française », le Viet-Nam a appris à connaître le visage des Sarraut, des Varenne, des d'Argenlieu et, en vérité, il ne peut pas en exister d'autres pour les peuples coloniaux. Il ne s'agit pas pour ce pays de choisir entre deux oppressions, la française ou l'américaine, mais entre l'oppression ou l'indépendance. N'en déplaise à Boutbien, nous croyons encore à l'indépendance. Mais nous savons que cette indépendance ne peut pas être réelle, si elle n'est pas accompagnée par les mesures politiques, sociales et économiques propres à l'assurer définitivement.

L'indépendance du Viet-Nam ne pourra pas être conquise par les ouvriers et les paysans vietnamiens si ces derniers ne réalisent pas dans leur pays une transformation révolutionnaire de ses bases sociales : expropriation des grands propriétaires terriens, culture collective de la terre, nationalisation de l'industrie et des transports, gouvernement des comités du peuple.

Boutbien parle d'une « fédération asiatique » limitée aux colonies françaises d'Extrême-Orient. Mais un mouvement d'indépendance intransigeant au Viet-Nam minera, à la longue, toute l'oppression impérialiste dans l'Extrême-Orient. Si ce mouvement pour l'indépendance se transforme en un mouvement social d'envergure, il entraînera la ruine définitive de cette oppression.

...et l'aide du prolétariat

L'aide que pourrait apporter, au peuple vietnamien, le prolétariat français, accélérerait dès maintenant l'agonie d'un système qui ne survit plus que par la terreur et grâce à ses avions et ses chars d'assaut.

Pour que le Viet-Nam n'ait pas à choisir entre deux oppressions impérialistes, il faut que le prolétariat français, et, avec lui, le prolétariat américain et britannique, tende une main fraternelle au peuple vietnamien : pour la réalisation d'un état indépendant, pour le soutien du mouvement d'émancipation anti-impérialiste des masses indochinoises et de tout l'Extrême-Orient.

S. ROCHAL.

Une guerre qui coûte cher

Les communiqués sur les « opérations militaires » en Indochine sont devenus laconiques. La censure a été rétablie sur les nouvelles. On croyait que l'état-major avait « bien la situation en main ». Mais il n'en est rien. Il n'ose pas avouer les difficultés qu'il rencontre devant la résistance vietnamienne.

Depuis cinq semaines de combats acharnés où tombent Français et Vietnamiens, le commandement n'a obtenu aucune décision.

Hanoï se défend toujours maison par maison. C'est au prix de lourdes pertes que la route qui ceinture Hanoï a été atteinte. Les communications avec Haïphong restent précaires, l'aérodrome de Gialau est toujours sous le feu des Vietnamiens. Nam Dinh est non seulement encerclé mais subit de continuelles « infiltrations » qui montrent que l'initiative des combats appartient aux troupes vietnamiennes. Hué — capitale de l'Annam — n'est toujours pas atteint. L'état-major préfère ne pas en parler. Enfin, en Cochinchine le Viet-Nam a déclenché une offensive générale. De nombreux ponts et voies de communications ont été coupés. La pression est telle que le commandement français effrayé d'un éventuel soulèvement de la « banlieue rouge » de Saïgon n'a pas hésité à la faire bombarder.

Ainsi, la guerre se poursuit sans gloire et sans issue.

D'Argenlieu sent si bien la situation lui échapper qu'il réclame de nouveaux renforts. Un corps expéditionnaire de volontaires et d'aventuriers n'est plus suffisant. C'est 250.000 hommes que l'état-major envisage d'envoyer en Indochine. Mais 250.000 cela signifie les appelés, d'autres troupes coloniales, composées de travailleurs que l'on conduira à la boucherie contre leur gré. L'état-major pourrait récolter des surprises. On se souvient des mutins de la mer Noire qui fraternisèrent avec les bolchevicks.

C'est, d'ailleurs comme cela, qu'on en finira avec le colonialisme.

Les travailleurs indochinois nous écrivent :

« Cette année le Têt n'est pas pour nous une fête, mais un jour de deuil. »

Un mois a déjà passé, camarade, depuis les fêtes de Noël et du Jour de l'An, mais ce n'est pas assez loin pour que tu ne souries encore en pensant à ces quelques heures de détente que tu as passées avec ta famille ou tes copains. Tu as profité de l'occasion pour faire un peu la bringue, tu as dansé, chanté, mieux mangé et plus bu que d'habitude.

Mais, en France, 25.000 travailleurs viet-namiens ont passé leur Jour de l'An national, la fête du « tet » dans le deuil et la tristesse. Là-bas, dans leur pays, des centaines et des milliers de vaillants combattants luttent et tombent pour leur indépendance. Et pas un d'entre eux n'a le cœur à rire ou à se réjouir.

Nos amis viet-namiens nous avaient envoyé leurs vœux de bonheur pour l'année nouvelle ; aujourd'hui, les lettres et les résolutions qu'ils nous ont adressées par dizaines nous apportent toute la tristesse de ce peuple éprouvé.

Si tu lis les extraits que nous donnons de leurs protestations, la douleur de ces soi-disant bandits et terroristes ne pourra pas te laisser insensible, camarade.

Les militaires viet-namiens du 3e bataillon d'Albi nous disent :

« ...Nous considérons ce jour du 22 janvier, premier jour de notre nouvelle année, le plus triste jour de nouvel an des huit années pour les uns et des dix pour les autres que nous avons passées hors de notre pays. »

Des travailleurs de la 30e compagnie cantonnée dans l'Ardèche nous reçoivons une résolution où éclate la tristesse de la séparation :

« Têt, nouvel an du peuple viet-namien, Têt, ce petit mot si cher et si doux que nous prononçons à cette heure avec un grand serrement de cœur... C'est aujourd'hui la neuvième fois que nous, travailleurs viet-namiens, venus en France contribuer par nos efforts à la guerre contre l'hitlérisme et le fascisme, nous passons le Têt loin des nôtres. »

Les travailleurs de Villeurbanne et de Neuville, après avoir évoqué la joie des fêtes du Têt des années de paix déclarent :

« ...Conscients de leurs sentiments patriotiques et nationaux, solidaires de leurs compatriotes qui luttent en ce moment pour le maintien de leur liberté... les Viet-Namiens de la 47e Compagnie, stationnés à Villeurbanne et à Neuville décident en ce jour :

1° De s'abstenir de toute distraction;

2° De se consigner eux-mêmes dans le camp pour témoigner leurs sentiments de solidarité à leurs compatriotes qui sont tombés sous les balles des colonialistes français. »

La même décision a été adoptée par les travailleurs cantonnés à Bergerac qui

« ...font appel à tous les travailleurs français conscients de leur classe pour soutenir la cause du peuple viet-namien qui lutte pour sa liberté pour briser le joug des trusts du caoutchouc, du riz et de la Banque d'Indochine. »

Ceux de Fontenay-le-Comte nous disent :

« ...Nous accueillons la nouvelle année dans la douleur et dans la détresse. Comment voulez-vous, camarades, que nous nous réjouissions alors que notre pays est en sang et en feu, nos compatriotes tombent par centaines chaque jour, nos villes sont détruites, nos villages anéantis. Cette année, le Têt n'est pas pour nous une fête, mais une journée de deuil. »

Dans une lettre adressée au président de la République, les Viet-Namiens de Moulin protestent contre la politique de force pratiquée par les colonialistes, l'envoi des renforts, le silence observé par les pouvoirs publics sur l'affaire des provocations du 5 janvier à Saint-Maurice-de-Beynost et à Neuville contre nos camarades travailleurs viet-namiens, et l'arrestation arbitraire le 15 janvier du camarade Cao-Van-De, d'Albi.

Tous ont décidé de s'abstenir de toutes les réjouissances traditionnelles et la plupart, tels les camarades de Villeurbanne et de Neuville, se sont consignés volontairement.

Nous remercions en outre les militaires de la garnison d'Agen, ceux de Carcassonne, de Paris et de Périgueux de leurs lettres, nous tenons à leur dire notre fraternelle sympathie et à les assurer de notre constante volonté de lutte à leurs côtés pour leur liberté totale.

A tous nos camarades frères viet-namiens, ceux qui sont en France et ceux d'Indochine, la rédaction de « La Vérité » adresse ses vœux ardents de paix et d'indépendance complète de leur pays.

O. BERGER.

DU MONDE ENTIER

ALLEMAGNE

- Le Conseil d'entreprise des usines Opel proteste contre l'indulgence du ministre de la dénazification envers l'industriel nazi Wilhelm von Opel.
- Karl Bingl, président du tribunal de dénazification de Hesse était un dirigeant nazi du S. T. O.
- Le Conseil municipal de Berlin fait savoir qu'il ne pourra assurer aucune répartition de charbon à l'industrie et aux hôpitaux. Son président, M. Klingen Hofer déclare : « il est à craindre que la nouvelle vague de froid n'entraîne une catastrophe pour Berlin ».
- Un journal anglais révèle que le gouvernement français accapare les stocks de vin de la zone d'occupation française.

ESPAGNE

- Le parti communiste préconise l'élargissement du gouvernement Giral jusqu'aux monarchistes. En général, tous les partis du gouvernement républicain désirent une politique « plus souple et plus réaliste ».

GRÈCE

- Le tribunal militaire de Drama a condamné à mort trois déserteurs et trois autres à des peines de prison.
- Le tribunal militaire de Salonique a condamné le directeur et le gérant du journal communiste « Symphiliotis » à la prison perpétuelle.
- Rafle monstre à Athènes : 70 arrestations.
- Trois communistes assassinés dans le quartier de Plaka, en plein centre d'Athènes, un communiste blessé dans le quartier de Hymatos,
- Les partisans occupent les villages d'Auhydros et Bania (Thessalie), dynamitent le viaduc de Platicambos (9 kilomètres de Larissa), repoussent des gendarmes à Korynevos (frontière turque).
- A Athènes, Salonique et Patras, grève générale des fonctionnaires qui revendiquent un salaire minimum vital de 200.000 drachmes.
- A Athènes, grève à l'imprimerie nationale, les typographes réclament 50 % d'augmentation.
- Au Pirée, les dockers se mettent en grève.
- Le rapport de la mission parlementaire britannique, qui vient de visiter la Grèce, souligne l'impression générale que toutes les mesures prises par le gouvernement grec sont en accord avec les vues du gouvernement britannique.
- Tsaldaris prétend que : « Les élections ne peuvent être envisagées que dans l'ordre ». Sophianopoulos réplique : « 50 % seulement de la population ont pu participer aux dernières élections.

JAPON

- Kikunami, secrétaire général des syndicats ouvriers japonais, qui comptent trois millions de membres, a été poignardé le 20 janvier à son domicile par trois malfaiteurs à la solde du parti conservateur. Il est grièvement blessé. Les travailleurs japonais voient dans cet attentat le début d'une offensive capitaliste.

PALESTINE

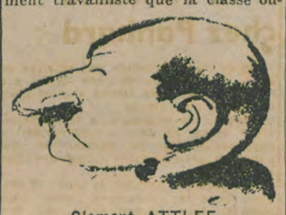
- Les milieux féodaux de la Ligue Arabe se vantent par l'intermédiaire de leur agence B. A. P. P. de dénoncer à la police anglaise les partisans juifs et leurs dépôts d'armes.
- Dans les raffineries de pétrole de Haïffa les ouvriers arabes et juifs ont décidé de ne signer aucun contrat séparé avec la direction et de continuer leur lutte en commun pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

SUCCÈS DE LA GRÈVE des camionneurs BRITANNIQUES

La grève des transports en Angleterre

Après onze jours de grève, les travailleurs du transport londonien ont remporté une victoire complète et obtenu la satisfaction de leurs revendications essentielles. Le gouvernement et les employeurs ont dû céder et accorder la semaine de 44 heures et la journée fixe de travail sans réduction de salaire.

La solidarité manifestée par les syndiqués a montré au gouvernement travailliste que la classe ou-



Clement ATTLEE

vrière ne tolérera pas longtemps l'emploi des troupes comme briseurs de grève. Pour la première fois depuis la grève générale de 1926 la lutte engagée par une section de la classe ouvrière a gagné la sympathie et suscité le soutien de larges couches ouvrières.

Les raisons de la grève

Depuis neuf mois déjà, les camionneurs des halles centrales de Londres attendaient que la commission des salaires tienne compte de leurs revendications. Ils ne se virent offrir que des concessions dérisoires, acceptées d'ailleurs par leurs représentants syndicaux qui participaient à la commission. Plutôt que d'attendre encore de longs mois, les camionneurs décidèrent la grève.

Les revendications essentielles portaient sur la semaine de 44 h., la journée fixe de travail, douze jours de vacances par an et le paiement des heures supplémentaires au-dessus de 48 heures. La commission des salaires avait elle-même établi que 10 % des patrons seulement appliquaient les conditions légales de travail, et que la surcharge des véhicules créait des conditions d'insécurité très graves, non seulement pour les chauffeurs, mais aussi pour le public.

Le rôle des dirigeants syndicaux

Fondé en 1922 par Bevin, le syndicat des transports compte un million et demi d'adhérents et fonctionne de telle sorte que tous les responsables sont nommés par la direction et qu'il est à peu près impossible d'en élire de nouveaux. Sa politique est devenue si impopulaire qu'au cours de la grève, le secrétaire général, Deakin, dut se faire escorter par la police et se fit exclure d'un meeting à Stratfford. La grève fut décidée par les sections syndicales et les comités de délégués. Des comités de grève furent constitués sur tous les marchés sous l'autorité du comité central de grève. Mais même ce comité, presque entièrement entre les mains d'éléments staliniens, aurait fait reprendre le travail sans l'assentiment de la base, si les dockers ne s'étaient pas solidarisés avec le mouvement, malgré l'avis de leurs dirigeants.

Le rôle du Gouvernement

Pour répondre à la grève, le gouvernement travailliste déclencha une campagne de panique dans la presse puis eut recours à la troupe pour effectuer les transports. Mais les réactions furent telles qu'il dut en limiter son emploi à quelques marchés seulement tandis que les soldats manifestaient leur sympathie aux grévistes en organisant des souscriptions qui furent versées au comité central de grève.

Le rôle de la 4e Internationale

La section anglaise de la 4e Int. le Parti Communiste Révolutionnaire joua un rôle important dans la grève. Les membres camionneurs du parti étaient au comité de grève et dès le début du mouvement un tract distribué dans les milieux syndicaux a eu un grand retentissement. Ce tract demandait aux ouvriers de rester fermes et de chasser la direction syndicale traître. Il réclamait le remplacement de cette direction par des militants de base élus pour un an, rééligibles et rémunérés au tarif des salaires dans l'industrie.

Ce tract fut fort mal accueilli par la presse réactionnaire et le journal *Evening Standard* alla jusqu'à accuser le Parti Communiste Révolutionnaire de vouloir inciter à la mutinerie.

La grève des camionneurs amorce les prochaines luttes

Commençant par une grève pour des revendications économiques immédiates ce mouvement s'est développé en une attaque directe contre le gouvernement travailliste et ses interventions réactionnaires. La solidarité des ouvriers a vaincu le gouvernement et les patrons.

Après une année de calme, le gouvernement doit maintenant faire face à des revendications de salaires de la part des principales couches ouvrières. Les dockers prévoient une grève pour le mois de mars, les mécaniciens sont en lutte pour la semaine des 5 jours, les cheminots et les ouvriers du bâtiment demandent une augmentation de leurs salaires.

Aidés par cette victoire des ouvriers des transports, les travailleurs sauront lutter jusqu'à la satisfaction de leurs revendications sans se faire d'illusions sur les promesses des dirigeants syndicaux ou du gouvernement travailliste.

Bientôt paraîtra chez Fasquelle
LA LIBERTE
Tome second de l'œuvre monumentale entreprise par JEAN LOUBES
LE DON DE VIE
histoire contemporaine des origines d'un village dont le tome premier :
LE REGRET DE PARIS
a obtenu le Prix des 2 Magots 45

Bientôt paraîtra aux Editions du Pavois
LES JOURS DE NOTRE MORT
par DAVID ROUSSET
dont le premier livre :
L'UNIVERS concentrationnaire
a obtenu le Prix Théophraste-Renaudot 45

VIENT DE PARAITRE
Aux Editions de la N.R.F.
La lutte des classes sous la Révolution
Bourgeois et bras nus
(DEUX TOMES)
par Daniel GUERIN
auteur de
FASCISME et GRAND CAPITAL
et de LA PESTE BRUNE

LE COURRIER DE LA PRESSE FONDE EN 1889
« LIT TOUT »
« RENSEIGNE SUR TOUT »
CE QUI EST PUBLIE DANS LES Journaux, Revues et Publications de toute nature
Paraiss. en France et à l'Etranger et en fournit les extraits sur tous sujets et Personnalités
Circul. expl. et Tarifs env. franco
Ch. DEMOGEOT, Directeur
33, boul. Montmartre, PARIS-9e

L'ANGLETERRE ET LA GRECE

III. - LES BALKANS carrefour des visées impérialistes

Le traité de San-Stefano, modifié par celui de Berlin (1878) détermina un tournant décisif dans l'histoire des Balkans. La Russie victorieuse imposa au sultan la reconnaissance de la souveraineté de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Serbie et du Montenegro. La Grèce n'est plus la seule à revendiquer l'héritage de l'Empire byzantin. Aiguisés par les antagonismes impérialistes, les antagonismes interbalkaniques transforment la péninsule en une véritable poudrière. Les bandes des « comitadjis » bulgares, serbes, grecques, armées par leurs gouvernements, envahissent la Macédoine et la Thrace, pillent, brûlent, assassinent. Les Macédoniens luttent pour leur indépendance. Mais tour à tour massacrés par les « Bachibouzouks » turcs et les « Comitajis » de leur « libérateurs » ils se verront entièrement déracinés de leurs terres, par l'échange des populations qui aura lieu après la guerre gréco-turque de 1919-1922.

L'Angleterre doit faire face non seulement à la poussée russe mais aussi à celle de l'impérialisme austro-hongrois dont les visées sur Salonique se précisent de plus en plus. Un nouveau concurrent vient aggraver la situation : l'Allemagne de Bismarck, unifiée et industrialisée, se lance vers la conquête de l'Orient. Le « drang nach osten » (marche vers l'Est) passe par les Balkans. La route des Indes est en danger. En même temps qu'elle s'assure la possession du canal de Suez en achetant au Khédive endetté les 177.000 actions qui lui appartenaient, l'Angleterre cherche à accentuer sa mainmise sur la Grèce.

La bourgeoisie grecque à l'assaut du pouvoir

En 1896 les Crétois se soulevèrent contre les Turcs. La Grèce ayant envoyé des troupes à leurs secours, la Turquie lui déclara la guerre. L'armée turque avança jusqu'à la Béotie. Sa marche sur Athènes fût arrêtée à la suite de l'intervention diplomatique des « puissances protectrices ». Mais, dans l'impossibilité d'honorer les obligations de la dette extérieure la Grèce s'est vu imposer un contrôle économique international. Au sein de cet organisme, qui existe toujours et qui rafle toutes les recettes des douanes et des monopoles, les représentants britanniques prédominent.

Le désastre de 1897 acheva de compromettre la couronne, les « grands foyers » et leurs partis politiques et permit à la bourgeoisie d'entraîner les masses derrière elle.

Dans la première décade du XXe siècle les Balkans traversent une crise sociale générale. Des soulèvements éclatent en Macédoine, en Bulgarie, en Albanie. La révolution russe de 1905 touche profondément les masses opprimées. Salonique devient le centre d'un puissant mouvement syndical. En 1907, la révolution des « jeunes turcs » ébranle l'Empire ottoman.

En 1909 un putsch militaire (révolution de Goudi) éclate à Athènes. Les officiers réclament l'abdication du roi. Ils se heurtent à l'opposition farouche de l'Angleterre. Mais une Assemblée constituante révise la Constitution. Venizelos forme le nouveau gouvernement. La bourgeoisie prend en mains « les destinées de la nation ».

Les guerres balkaniques

Le Parti venizeliste fit preuve d'une grande « prudence » sur le plan intérieur. Il s'opposa au renversement de la monarchie tout en limitant les pouvoirs du trône. Il reporta la réforme agraire qui ne s'effectua qu'après la débâcle de l'Asie Mineure (1922). Il fit voter une législation ouvrière très progressive. Mais toutes les fois que les ouvriers réclamaient son application il leur répondait avec les balles de ses gendarmes.

Par contre, sur le plan extérieur, se sentant fort de l'appui de l'Angleterre, il mena une politique aventurière et provocante. Il réorganisa l'armée. Il conclut des alliances militaires avec la Bulgarie, la Serbie et la Roumanie et lança le mot d'ordre : « A Constantinople. »

En octobre 1912, la Grèce et ses alliés déclarèrent la guerre à la Turquie. Cette dernière chassée de la plus grande partie de la Péninsule, les « alliés » se trouvèrent en désaccord sur le partage des territoires conquis. La deuxième guerre balkanique éclata en 1913. La Bulgarie attaquée par la Grèce, la Serbie, la Roumanie et la Turquie, subit une lourde défaite. La Grèce s'annexa les régions les plus riches de la Macédoine, de la Thrace et de l'Epire, les îles de l'Archipel et la Crète. Elle doubla sa surface territoriale et sa population.

GREGORIS.

(A suivre.)

DECOMPOSITION du gouvernement Giral

Les événements de la politique espagnole, et plus particulièrement la situation du « gouvernement » Giral, évoluent comme nous l'avions prévu dans notre dernier article : la crise a éclaté dans l'équipe Giral. Les ministres socialistes, de la C.N.T. et des partis républicains ont démissionné. Il reste seulement au gouvernement les représentants staliniens, précisément les derniers arrivés. Evidemment, c'était plutôt mince. Alors Giral, jouant le plus sérieusement du monde le jeu du parlementarisme le plus désuet, a envoyé — c'est le cas de le dire — sa démission à cet autre fantôme: Martinez Barrios qui se croit au Mexique le continuateur de la « légalité constitutionnelle ».

Un des ministres démissionnaires, Trifon Gomez, socialiste, a déclaré que le gouvernement Giral ne représentait rien ni pour les masses de la résistance intérieure, ni pour les capitalistes de l'O.N.U. Ce n'est pas nous qui contredirons cette ex-Excellence. En effet : le va-et-vient de tous ces anciens députés, anciens ministres, anciens personnages qui faisaient sagement antichambre à l'O.N.U. ou à la Maison Blanche, avait quelque chose de sordide et d'écœurant. Au même moment, en Espagne, les militants ouvriers, les paysans pauvres, les étudiants, les combattants clandestins risquaient tous les jours leur vie dans une héroïque activité illégale. Sait-on que pas un sou du trésor détenu par le gouvernement Giral n'est parvenu à la résistance intérieure ? Sait-on que même les mutilés de la guerre civile se trouvant dans la plus triste des émigrations, ont été totalement abandonnés, comme vient de déclarer la Ligue des Mutilés Espagnols dans un manifeste émouvant, tandis que ces Messieurs fréquentaient les « Palaces » et les « Clippers » ?

Et que se passe-t-il maintenant ? Les mêmes personnages qui ont fait tout cela, qui ont donné leur confiance aux marchandeurs diplomatiques, qui n'ont rien fait pour aider la lutte antifranquiste, jouent à nouveau les désenchantés. L'O.N.U. ne nous prend pas au sérieux. Il faut suivre les orientations de l'O. N. U. Il faut s'entendre avec la réaction. Que veulent faire Giral et Barrios ? Jouer la carte de la « légalité » constitutionnelle ? Quelle légalité ? Celle de 1931 ? Celle des émigrés de première classe ?

L'action des masses

La légalité, ce sont les masses espagnoles qui la créent tous les jours dans leur action, dans leur combat, dans leur souffrance. La République de 1931 ? Et pourquoi pas la République de 1873 ? Après avoir paralysé le soutien et le combat des masses en Espagne, sous prétexte de « conserver la légalité constitutionnelle », les mêmes hommes la liquident aujourd'hui pour se mettre à genoux devant les généraux monarchistes. La liberté du peuple espagnol, le droit avant tout de décider souverainement de sa destinée, la République, tout cela n'a rien à voir ni avec les capitulards ni avec les « formes constitutionnelles ». Tout cela, ce sont les travailleurs et les paysans espagnols qui sont en train de le régler quotidiennement en Espagne. C'est à eux qu'il faut penser. C'est eux qu'il faut aider.

A. ROURA.

En Italie

Crise dans les organisations politiques

Dans un de ses derniers articles de *L'Unita*, organe central du Parti Communiste Italien, le secrétaire général, Palmiro Togliatti, affirma que le seul parti dans le pays qui ne soit pas secoué de crise est le « sien », le parti de Staline en Italie.

En réalité, une opposition existe au sein du parti, dans la région de Parme, qui se regroupe autour du journal *Rullo*. Elle tente d'opérer un redressement de la politique du P.C.

Mais cette « crise » est peu de chose à côté de celles que traversent les partis Libéral, Démocrate-Chrétien et Socialiste (ce dernier vient d'en arriver à une scission).

Les remous intérieurs du Parti Libéral s'accroissent avec les mesures de réorganisation de la bourgeoisie italienne. La fusion avec le Parti Démocrate Italien (monarchiste) devait précéder une autre fusion avec le Front de l'Homme quelconque. Mais, au dernier moment, Croce a eu des « scrupules » et la fusion projetée s'est terminée par une scission.

La crise dans le Parti Démocrate-Chrétien, l'organisation la plus puissante du pays, reflète la présence dans ce parti de couches variées de la bourgeoisie. Sous le signe de l'écusson sacerdotal votent plus de huit millions d'électeurs.

Comme le M.R.P. français, le Parti Démocrate-Chrétien est divisé en tendances antagonistes. Mais la lutte se passe dans l'ombre du Vatican. La droite est déjà passée au Qualunquisme, parti beaucoup plus dynamique. La « gauche » louvoie entre le parti républicain et les socialistes. Le centre est resté l'épine dorsale du parti, mais lui-même se partage en centre-droite et centre-gauche, comme une équipe de football.

De Gasperi, le leader le plus connu du parti, incarne toutes les faiblesses d'un chef du « centre » et sera, en fin de compte, dépassé par les événements.

Chez les socialistes, enfin, nous connaissons le résultat : L'appareil reste entre les mains de Pietro Nenni, venu au P.S. après avoir été membre du Parti Fasciste et avoir même organisé le fameux fascio de Bologne.

Nina MANGANO.

Camarade
"LA VÉRITÉ" a besoin de toi
Abonne-toi !

NON ! AUGMENTER LES SALAIRES NE DOIT PAS FAIRE MONTER LES PRIX

(*Suite de la première page*)

voir d'achat ouvrier serait abaissé de près de 3.000 francs depuis juillet. En clair, d'après les calculs de Hénaff, la revendication des 7.000 francs du Bureau confédéral aboutit à ceci que les patrons, en six mois, auront raflé de 2.000 à 3.000 francs en plus des surprofits. Hénaff finira un jour par se faire taxer d' « hitléro-trotskyste » s'il continue à démasquer ainsi la politique confédérale !

Les apôtres du cycle infernal

Tous les ouvriers connaissent la thérorie du cycle infernal expliquée par les capitalistes et par ceux qui sont à leur service.

En bref, les patrons, avec cette histoire de cycle, voudraient faire croire aux ouvriers que les prix des produits dépendent des salaires payés. En réalité, il n'en est rien.

Calcul du prix de revient

La théorie marxiste de la valeur démontre que seul le travail ouvrier est créateur de « richesses » (valeur). Les patrons achetant la force de travail ouvrière, extorquent une fraction de la valeur nouvelle créée sous forme de plus-value. Prenons un exemple dans la *Vie Ouvrière* du 20 janvier.

Dans le prix de revient d'un compteur à eau fabriqué par la Compagnie des Compteurs de Montrouge, soit 1.178 francs, les matières premières et les frais généraux se montent à 468 francs. Il faut exactement 1 h. 28" de travail productif pour terminer cet appareil, soit 74 francs note la *Vie Ouvrière*.

La différence entre le prix de revient et le montant des matières premières et les frais généraux, représente la valeur nouvelle créée par le travail ouvrier, soit 710 francs. Le patron paie 74 francs aux ouvriers et empoche 636 francs comme *plus-value*.

Cet exemple, pris dans la *Vie Ouvrière*, donc peu suspect de « trotskysme », est suffisamment démonstratif de l'inanité de la théorie du cycle infernal. Les salaires payés n'entrent que dans une très faible partie dans les prix de revient des produits.

L' « indépendance » syndicale des jouhauxistes

Au C.C.N., Delamarre, secrétaire confédéral de la tendance Jouhaux, a défendu une motion qu'il résume en ces mots dans *Force Ouvrière* du 24 janvier :

« Dans les faits, la course salaires-prix est, hélas, une réalité » reconnue de tous, y compris par » Frachon. »

Tenant compte de cette course, Delamarre en profite pour abandonner en fait la motion du minimum vital. Et c'est là le sens de la résolution présentée par Fréour qui indique que tout en maintenant sa revendication relative au minimum vital, demande, à titre provisoire, l'institution d'une indemnité exceptionnelle dite de vie chère et qui sera allouée à tous les salariés

Léon JOUHAUX.

dont le gain mensuel sera inférieur au taux de 7.000 francs.

Comme ces 7.000 francs, calculés sur la base de 48 heures, ne représentent que 5.800 francs mensuels sur la base de 40 heures, soit une augmentation effective de 700 francs par rapport aux salaires actuels, Delamarre nous explique icimême que « ce chiffre est reconnu modeste par tout le monde, y compris par les employeurs ».

Pourquoi cette position ? La raison en est simple. Il faut appuyer à fond la farce Léon Blum des 5 %. Mais si la baisse des 5 % est une farce, il n'en est pas de même de son corollaire qui consiste à « bloquer les salaires », opération dont s'est chargé le nouveau gouvernement Ramadier.

Ainsi est clairement démontré la liaison des soi-disant partisans de l'indépendance syndicale liée à la politique du parti socialiste et complètement inféodée à la politique bourgeoise.

Un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile

Le taux horaire de l'ouvrier travaillant aux Compteurs s'élève à 53 fr. 60. En supposant qu'il s'agisse d'un ouvrier qualifié, compte tenu de la hausse du coût de la vie depuis la remise en ordre des salaires de février 1945, il devait, au 1er janvier 1947, gagner dans les 90 francs de l'heure. Il apparaît bien qu'en diminuant les monstrueux surprofits empochés par les actionnaires de la compagnie et qui l'élèvent à 636 francs par appareil, cette revendication est bien modeste, et qu'elle ne met pas en jeu le fameux cycle. Il resterait encore aux actionnaires, sous forme de bénéfices, 586 francs. Tout au contraire, par un véritable contrôle ouvrier sur les prix de revient, il serait encore possible de diminuer les prix.

Le problème qui se pose est la répartition entre les classes — entre les ouvriers exploités et les patrons exploiteurs — de la plus-value créée par le travail ouvrier. Cette répartition est fonction du rapport de forces entre les classes. Et l'expérience démontre que dès que la classe ouvrière engage des combats — ceux de chez Unic, Renardin, etc. — elle améliore ses conditions de vie en faisant capituler le patronat.

Mais une telle politique de défense des intérêts ouvriers ne peut être celle de partis qui, comme le P.C.F. et le P.S., collaborent avec les partis bourgeois. Ainsi, il est démontré que seule une politique révolutionnaire de lutte de classes conforme aux intérêts des masses exploitées, est susceptible de protéger leur niveau de vie.

Pierre BOUSSEL.

Pierre Bloch n'est pas content...

(*Suite de la première page*)

C'est aussi vous qui déclariez, avec emphase, au cours d'une conférence des patrons de journaux à laquelle assistaient en observateurs deux représentants de *La Vérité* : « Tenez bon, Messieurs, nous briserons le mouvement ».

En réalité, malgré l'habileté avec laquelle vous essayez de louvoyer entre les ouvriers de la presse et les patrons de journaux, faisant bonne mine aux uns puis aux autres, vous avez prouvé que, malgré votre étiquette « socialiste », vous vous rangiez, tout bien pesé, du côté patronal.

Peu nous importe en fin de compte de savoir qui a été l'initiateur du « lock out » : vous dites que ce sont les directeurs de journaux; eux disent que c'est vous. Nous laissons aux crabes le soin de s'arranger dans leur panier.

Coup de force patronal

Ce qui nous intéresse, et ce que nous avons expliqué dans nos articles, c'est qu'il y avait un coup de force patronal dirigé contre la revendication des rotativistes; que ce coup de force était un « lock out » des journaux et des imprimeries; que *La Vérité* n'a pu paraître, malgré son refus d'accepter la décision de « lock out », que parce que le Comité interpresse ouvrière a assumé la gestion de l'Entreprise de Presse, rue Réaumur, passant outre à votre interdiction; que le gouvernement « socialiste » est intervenu dans le conflit pour faire respecter la décision du *syndicat* des patrons en *faisant saisir les journaux qui avaient refusé de cesser leur parution;* que cette intervention gouvernementale n'a rigoureusement aucune base juridique et marque un retour pur et simple aux méthodes d'arbitraire policier de Vichy. Voilà ce dont vous, M. Pierre Bloch, et votre parti, le parti « socialiste», vous pouvez être fiers.

Quant aux principes des nationalisations, nous en sommes les plus acharnés partisans; mais pas pour qu'elles se retournent en fin de compte contre les ouvriers.

La vraie défense des nationalisations

Nous connaissons l'offensive réactionnaire qui se développe contre elles. Mais nous disons aussi que le seul moyen de les protéger et de les étendre, c'est d'en faire un outillage aux mains des travailleurs, c'est d'en faire une arme contre la bourgeoisie. Et non pas un fromage, M. Pierre Bloch.

Le vrai moyen de montrer son attachement au « beau principe des nationalisations », c'est de lutter pour que les nationalisations soient faites *sous contrôle ouvrier*. Nous sommes pour le contrôle ouvrier, parce que nous sommes pour les ouvriers contre les patrons, parce que nous sommes pour les rotativistes contre la S.N.E.P. et les directeurs de journaux, parce que nous sommes pour les exploités contre l'Etat bourgeois, parce que nous sommes pour la révolution socialiste et la prise du pouvoir par les travailleurs.

Toutes choses que vous avez oubliées depuis longtemps, M. Pierre Bloch. Et malgré vos sottises sur les « polémiques », le « prosélytisme démagogique », de *La Vérité*, c'est vous, M. Pierre Bloch, qui discréditez les nationalisations en les accrochant au char pourri de la bourgeoisie, en refusant d'en faire un moyen d'expression de la force ouvrière, en les frappant d'impuissance, de stérilité, par votre attitude devant les revendications ouvrières et votre gestion.

Ajoutons en terminant que les rotativistes, bien loin de vous donner des « preuves tangibles de leur compréhension et de leur soutien », ont euxmêmes dénoncé, et en votre présence, lors de la réunion qui s'est tenue avec M. Gazier dans la nuit du mardi 14 au mercredi 15 janvier, votre gestion de la S.N.E.P.

Ainsi vous suivez votre politique; nous suivons la nôtre. Votre « tactique » vous a conduit à négocier les faveurs, à quêter les postes profitables; notre « sectarisme » nous amène à dénoncer ce conformisme intéressé.

En y réfléchissant, nous préférons notre intransigeance à votre, disons, « souplesse ». Vous gérez la S.N.E.P. comme votre parti gère les affaires de la bourgeoisie; ce jeu n'est pas le nôtre, car il est celui des ennemis des travailleurs.

LA VERITE.

A PROPOS DE CHOCS

— Et si on lui en fichait un qui ne soit pas « psychologique » ? ça irait peut-être mieux après !

POUR L'UNITÉ SYNDICALE

Le Populaire du 26 janvier vient de nous informer de la constitution d'un syndicat autonome des conducteurs du métro. Que les dirigeants staliniens de la C.G.T. emploient toutes les mesures plus bureaucratiques les unes que les autres contre les minorités, c'est évident. Mais les syndiqués doivent se rendre compte également des manœuvres des bureaucrates « ex-confédérés », liés au parti socialiste, pour briser l'unité syndicale. En effet, il se développe actuellement dans la C.G.T. un courant animé plus ou moins ouvertement par les jouhauxistes, afin de préparer pour une étape ultérieure la scission.

Les syndiqués doivent réfléchir à ceci : que Jouhaux et Frachon sont en accord complet pour collaborer avec le patronat, pour soutenir toutes les expériences de blocage de salaires. L'un et l'autre sont d'accord quant au fond sur l'orientation à imprimer à la C.G.T. La seule divergence réside en ce que Jouhaux, lié au parti socialiste, est dépendant de la politique bourgeoise, alors que Frachon, adhérent au P.C.F., est dépendant de la politique de la bureaucratie stalinienne.

Dans ce sens, la constitution d'un syndicat autonome ne peut en rien apporter une orientation lutte de classes à ce syndicat. Le problème pour les révolutionnaires, pour les partisans du syndicalisme lutte de classes, consiste à lutter à l'intérieur de la C.G.T. pour les revendications ouvrières et ne pas hésiter, quand les ouvriers sont prêts à passer à l'action, à briser les disciplines bureaucratiques, que ces disciplines soient celles du jouhauxiste Le Léap dans l'U.G.F.F. ou celle des staliniens dans la Fédération des métaux. Ainsi, dans le cadre de l'unité syndicale, peut se développer un courant lutte de classes dans la C.G.T.

LE GOUVERNEMENT ACCORDE LES PRIMES DE RÉENSEMENCEMENT

Dans notre avant-dernier numéro, nous faisions état de la lettre de Ph. Lamour, secrétaire de la C. G. A. à Léon Blum, lettre qui informait le gouvernement que l'étendue des hectares de blé détruits par le gel exigeait l'octroi d'une prime de réensemencement pour les paysans. Le Conseil des ministres vient d'accorder une prime de 2.500 francs par hectare gelé réensemencé. C'est une première mesure que nous sommes heureux de voir décidée. Mais elle ne peut rester seule. Malgré cette prime, la culture du blé reste peu rentable pour les paysans. Nombreux sont les paysans qui ne remblaveront pas et comptent délaisser la culture du blé au profit des céréales non contingentées comme le maïs.

Le prix du blé, à la production, reste très bas, quand on le compare à la hausse vertigineuse des engrais et machines agricoles.

En même temps que la prime de réensemencement, Tanguy-Prigent a promis le déblocage de points permettant l'achat de machines agricoles. Mais ces promesses ont déjà été faites à la dernière conférence nationale économique, en juillet dernier, elles n'ont pas été tenues, ce qui fait que les paysans ont le droit d'être sceptiques.

Les paysans qui réemblaveront devront faire de grands efforts étant donné le matériel archaïque dont ils disposent.

La lutte pour faire du blé une culture rentable doit être menée par la C. G. A. et la C. G. T. qui doivent demander la revalorisation du prix du blé à la production, l'expropriation des minotiers et le contrôle des comités de paysans travailleurs sur les meuneries.

— Un plan de rééquipement agricole (sa réalisation est liée au combat pour le retrait des troupes d'Indochine dont l'alimentation en matériel se fait aux dépens de la production des machines agricoles).

— L'expropriation des gros propriétaires terriens qui permettra d'intéresser les métayers à la culture du blé.

PERRIN.

Les économies gouvernementales...

LICENCIEMENT DE 50.000 FONCTIONNAIRES

Notre ministre Philip peut être comparé à ces femmes du monde, qui, après l'achat d'un manteau d'astrakan, disent, de retour chez elles, à leur mari :

« Tu sais, j'ai fait des économies aujourd'hui, je suis revenue à pied de chez le fourreur, j'économise même les tickets d'autobus, tu ne pourras pas dire que je suis dépensière. »

Ainsi, le ministre de l'Economie nationale qui, comme on le sait, ne lésine pas sur les milliards de crédits pour l'armée d'Indochine, se retourne vers l'opinion publique.

« Le gouvernement est une maîtresse femme d'intérieur, pas un sou pour les dépenses inutiles, tenez, les fonctionnaires qui ne sont pas nécesaires, au panier. »

Or, d'après tous les renseignements émanant des délégués syndicaux des ministères et organismes para-administratifs touchés par la compression, les licenciements n'affectent que les standardistes, cyclistes, huissiers et dactylos, employés qui en moyenne gagnent sept à huit mille francs par mois.

Ah ! mais, les économies sont les économies.

Quant aux directeurs et cadres administratifs qui gagnent de trente à cinquante mille francs par mois, pas question de toucher à leur sinécure.

Les cinquante mille licenciés se répartissent sur les auxiliaires et contractuels de l'ensemble des ministères et services de répartition sans que le plan de réorganisation de la fonction publique ait été élaboré. Ce qui va aboutir à la désorganisation de certains services qui possèdent un nombre de fonctionnaires juste suffisant.

Les sollicitudes du ministre « socialiste » de l'Economie nationale pour les gros bonnets de l'administration sont telles que l'on crée des postes absolument inutiles pour caser des cadres.

Par exemple, au service du Plan de la section du bois relevant de la Production industrielle, on compte six cadres (40.000 francs par mois) pour cinq employés !

Parallèlement, à la même section du bois, on licencie les cyclistes et les standardistes. En outre, les listes de licenciés sont établies par la direction qui malgré le contrôle syndical n'oublie pas les éléments qui ne donnent pas toute garantie politique. Etant donné que le licenciement va toucher cinquante mille fonctionnaires, les centres de réemploi sont impuissants. Les malheureux employés gagnant 7.000 francs par mois vont être jetés à la rue avec un mois de préavis. On nous dira que des directeurs de service vont être aussi licenciés.

Quant à ces licenciés, ils ont toutes les assurances de reclassement, car ils sont en fait déplacés.

On transporte un tel de l'Economie nationale à l'Agriculture, etc.

Voilà les économies gouvernementales.... Sans nier que certaines administrations soient surchargées, d'autres comme les P.T.T. manquent de personnel ; la C.G.T. doit exiger le reclassement pour les licenciés ainsi que le paiement d'un salaire normal à ceux qui dans les centres professionnels apprendront un nouveau métier.

R. VALENSI.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos) .... 250 fr.
pour 6 mois (26 nos) .... 125 fr.
pour 3 mois (13 nos)............ 65 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom ....

Adresse ....

Envoyer ce bulletin 100, rue Réaumur, Paris (2e), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 Paris.

Signature :

Soutiens « La VERITE » en remplissant ce bulletin dès aujourd'hui.

Le gérant : M. JUILLIA

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE IMPRIMERIE REAUMUR — 100, rue Réaumur —

Au ministère des anciens combattants

LA GRÈVE FAIT RECULER LE GOUVERNEMENT

Ce n'est pas sans étonnement que les fonctionnaires du ministère des Anciens Combattants ont entendu à la radio, le président du Conseil Ramadier féliciter l'ancien ministre Max Lejeune, qu'il limogeait par ailleurs en le remplaçant par Mitterand.

Max Lejeune s'est conduit comme un patron de combat sans expérience et il est tombé sur un bec. Est-ce à cause de son échec que Ramadier le montre en exemple et qu'il le propose comme vice-président de la Chambre ? Non, bien entendu. Mais c'est à cause de l'énergie qu'il a montrée à appliquer le projet de décret de Philip, portant compression d'effectifs au moment même où les 48 heures sont déclarées durée normale de travail.

Méthodes « démocratiques »

« Les textes qui ont déclenché la grève sont signés du 16 et du 17 janvier. Or la Commission des méthodes était convoquée pour la forme puisque Max Lejeune donnait comme dernier délai de discussion le 18 janvier à 18 heures. Les décisions étaient prises en accord avec Philip et sans consultation préalable des syndicats ; Max Lejeune amusait les représentants du personnel pendant qu'il liquidait des services en pleine activité comme l'état civil et les recherches.

» Alors que la grève était déclenchée, Max Lejeune a utilisé contre le personnel et ses délégués syndicaux, les pires moyens policiers : Arrestation de militants, offensive contre les locaux des syndicats et bris à coups de masse de la porte. Appel aux jaunes et provocation des piquets de grève. Suppression des moyens de communication, comme les voitures, le téléphone et l'occupation des locaux par la police. Pression pour la reprise du travail au moyen de communiqués tendancieux. Envoi de lettres recommandées à domicile sommant les grévistes de reprendre le travail, etc. »

Voilà en quelques mots ce que Ramadier appelle « la ferme souplesse » de Max Lejeune.

La grève fait reculer Ramadier

Dès que le nouveau ministère fut constitué, le comité de grève entra en rapport avec d'une part le ministre des Finances Schuman et d'autre part le ministre des Anciens Combattants Mitterand. L'un M.R.P., l'autre U.D.S.R., donnèrent l'assurance de se conformer aux décisions de la Commission des méthodes qui doit donner sa décision avant la fin du mois de janvier. Fort de ces engagements, le comité de grève a donné l'ordre de reprise du travail vendredi 24. Il appartient maintenant aux délégués syndicaux de tenir ferme pour le maintien du personnel en activité et la répartition des effectifs selon un plan étudié de réorganisation. Les délégués de la C.G.T., en particulier, devront s'opposer à tous les licenciements qui léseraient gravement les intérêts des ressortissants du ministère, en ce moment surtout où les tâches ne manquent pas.

En conclusion, nous pouvons dire que, pendant toute une époque, les socialistes s'étaient fait les champions de la « démocratie ». Maintenant aucun fonctionnaire du ministère des A.C. n'ignore plus ce que les militants du P.C.I. viennent d'éprouver à nouveau en voyant les flics de Depreux matraquer vendredi dernier notre secrétaire général Yvan Craipeau ; les ministres socialistes deviennent de plus en plus des agents *énergiques* au service du *capital*.

PRADALES.

à Roubaix et à Tourcoing

Débrayage des peigneurs

ROUBAIX, le 25-1-47. — **Le 22 janvier les peigneurs des Etablissements Amédée-Prouvost, à Roubaix et de la Lainière à Wattrelos ont débrayé pour soutenir leurs revendications sur l'augmentation des salaires.**

Le conflit était latent depuis juillet 1946. Les ouvriers par l'intermédiaire de leurs syndicats réclamaient à cette époque 31 francs l'heure pour les tireurs de bourres et les chargeurs de cardes. Mais les patrons répondirent : « Vous n'aurez pas un centime ».

Malgré les appels à la modération prodigués par les chefs syndicaux, les solutions « légales » préconisées qui, en fait, n'amenaient rien, les ouvriers, devant l'augmentation considérable du coût de la vie, devenaient de plus en plus combatifs. Il y a quinze jours, un début de conflit éclatait au Peignage Alfred Motte, rue d'Avelyhem. Encore une fois les responsables syndicaux essayèrent de « collaborer loyalement » avec le trust textile et les services de l'Inspection du Travail.

« Il avait été entendu — précisent-ils — avec M. Mallard, représentant du syndicat patronal, que la Commission tripartite examinerait les salaires dans le plus bref délai ».

Cependant, quelques jours plus tard, croyant que les ouvriers seraient bien sages, le syndicat des Maîtres Peigneurs décidait de ne rien accorder, pas même une entrevue...

PLUS DE 2.000 OUVRIERS EN GRÈVE

Tous les services des Etablissement Amédée Prouvost ont également débrayé, le 22 janvier, par solidarité avec les peigneurs. Plus de 2.000 ouvriers étaient ainsi en grève.

A 11 heures, les ouvriers du Peignage Malard, rue de Guismes, à Tourcoing, occupés au tissage, cardage et lavage cessaient le travail.

151 ouvriers du Peignage de la Chaussée à Tourcoing se joignaient, le lendemain au mouvement.

Toutefois, pour se soumettre aux conseils des « responsables », les ouvriers des Etablissements Amédée Prouvost et de la Lainière reprenaient le travail le 23 sans qu'aucun accord soit intervenu.

Dans la première usine, 1.000 ouvriers continuaient cependant de faire grève une demi-heure par jour.

DEMI-VICTOIRE

Les patrons et les responsables syndicaux se sont réunis le 24 à l'Office du travail. Un accord a été réaalisé.

Il apporte un rajustement des salaires anormalement bas dans les peignages. Ce rajustement s'opérerait d'autre part pour les catégories comprises entre les bobineurs et les chargeurs de cardes jusqu'aux débourreurs.

Une majoration avec échelle dégressive sera appliquée afin de sauvegarder les positions relatives de chaque catégorie.

Cet accord est loin de donner satisfaction aux ouvriers du textile dont le pouvoir d'achat reste très faible. La grève, menée énergiquement aurait obligé les patrons à capituler. Les travailleurs du textile doivent vivre et non plus crever de faim. C'est par l'action directe qu'ils arracheront à leurs patrons un pouvoir d'achat suffisant. Ils doivent s'organiser, animer leur syndicat, ne plus attendre six mois pour faire valoir leurs justes revendications.

LA PRESSE AVEC LES PATRONS

Un des aspects de cette grève, qu'il faut souligner, c'est l'attitude anti-ouvrière de la presse, même de la presse dite de gauche. Nous avons lu, dans « Nord-Matin » (journal S.F.I.O.), et dans « Liberté » (journal du P.C.F.), le simple commentaire suivant :

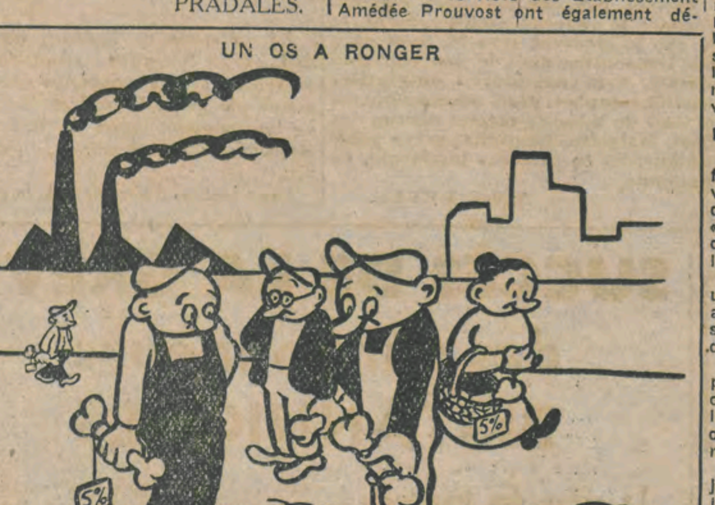
« ...Les grévistes désirent obtenir une augmentation équivalente à celle accordée récemment aux femmes par suite de la suppression de l'abattement de 10 %... »

« ...Les ouvriers ont débrayé pour protester contre le fait que certaines ouvrières, depuis la suppression de l'abattement de 10 % gagnent plus que certaines catégories d'ouvriers masculins... »

Nous passons sur les attaques des journaux réactionnaires. Ainsi, un journal du P. C. F. n'accorde guère de publicité à un mouvement ouvrier de cette importance, un journal S.F.I.O. enfourche les dadas des industriels. Pourtant, on devait bien savoir à la S.F.I.O. que les ouvriers de Roubaix, de la citadelle socialiste, ne protestaient pas contre la nouvelle situation faite aux ouvrières, mais revendiquaient une augmentation de leurs salaires anormalement bas.

Les ouvriers des autres corporations étaient scandalisés, croyaient de bonne foi que les ouvriers du textile cessaient de défendre la vieille revendication : « A travail égal, salaire égal ».

UN OS A RONGER



— Il ne restait même pas un morceau de viande après !

La main-d'œuvre étrangère

A la recherche de bras

Cent millions d'êtres humains ont été victimes de la dernière guerre. C'étaient pour la plupart des hommes et des femmes d'âge adulte dont la disparition pose aujourd'hui dans les cadres d'économies à reconstruire, de graves problèmes de main-d'œuvre.

Le maintien des frontières nationales et des antagonismes entre Etats capitalistes, empêchent l'organisation européenne du marché du travail qui reste la seule solution possible.

Depuis deux ans, la bourgeoisie française a fait un appel pressant à la main-d'œuvre étrangère. Il lui a fallu boucher les trous occasionnés par les disparitions dues à la guerre, par la baisse des naissances, par la vieillesse de la population (la population française est la plus vieille du monde).

Les prisonniers de guerre

Les prisonniers de guerre allemands et autrichiens ont constitué l'appoint essentiel. Ils ont été chargés des travaux les plus durs : mines, terrassement, agriculture, pour lesquels la main-d'œuvre française faisait défaut. Rien que dans le secteur minier, les P. G. produisent un quart de la production totale.

Jusqu'en novembre 1945, ils étaient 720.000, mais après l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge (intervention due à une mortalité scandaleuse dans les mines et kommandos), les Américains ont décidé la suppression des cessions de prisonniers de guerre à la France. Depuis cette date leur nombre a sans cesse diminué (rapatriement des Autrichiens et des malades) il s'élevait à 580.000 au 1er décembre 1946.

Il est aujourd'hui hors de doute qu'au cours de l'année 1947 l'essentiel de cette main-d'œuvre sera rentrée en Allemagne. La bourgeoisie anglo-américaine a besoin de ces bras pour reconstruire l'économie allemande.

L'Etat et les patrons français vont donc se trouver privés d'un demi-million d'ouvriers indispensables qui présentaient l'avantage de ne pas coûter cher (le prix de revient du prisonnier allemand est le 1/6e de celui de l'ouvrier français).

Les ouvriers polonais

La main-d'œuvre polonaise était la source classique de la bourgeoisie française. Aujourd'hui cette source est tarie. L'Etat capitaliste polonais a lui aussi besoin de ses ouvriers pour reconstruire son appareil de production détruit. En conséquence, non seulement il ne viendra plus de nouveaux travailleurs polonais en France mais encore ceux qui y sont doivent retourner là-bas. Dix-sept mille repartiront ainsi en Pologne au cours de l'année 1947.

On ne leur a d'ailleurs pas demandé leur avis. La bureaucratie soviétique qui contrôle le nouvel Etat polonais ne tient absolument pas compte des desiderata des travailleurs immigrés. Les moyens qu'elle emploie dans ce domaine sont absolument semblables à ceux de n'importe quelle classe capitaliste dirigeante.

Les travailleurs italiens

L'Italie est le seul pays européen qui puisse encore disperser ses ouvriers à travers le monde. Son économie est tellement désorganisée et sa classe dirigeante si décomposée et si incapable que le chômage y sévit à l'état endémique depuis la fin de la guerre.

Mais c'est de partout que les appels résonnent. Même de cette Pologne qui jadis chassait sa main-d'œuvre. C'est pourquoi la bourgeoisie française ne peut espérer résoudre ce problème exclusivement avec les travailleurs italiens. Le récent accord qu'elle vient de passer pour l'entrée de 20.000 travailleurs italiens en France n'est qu'une goutte d'eau qui sera loin de combler le prochain départ des prisonniers de guerre.

Le spectre du chômage

La question est si grave que les économistes bourgeois eux-mêmes se demandent avec inquiétude quel peut être l'avenir de l'économie française.

Alfred Sauvy écrit, par exemple, dans la *Revue catholique* : Droit social de décembre : « *Si, comme il y a lieu de le craindre, le départ des prisonniers n'est pas compensé par un afflux équivalent d'étrangers nous nous trouverons devant un cruel cumul : manque de main-d'œuvre et chômage, car le manque de mineurs ralentit toute l'industrie.* »

Nous disions au début que la solution définitive ne pouvait qu'être européenne et se situer dans les cadres des Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe.

Mais cela n'exclut nullement des solutions nationales. Si par exemple l'on envoyait au travail tous les intermédiaires, les profiteurs de guerre et les fils à papa, si les conditions de travail et particulièrement les salaires étaient meilleurs, si l'apprentissage et la formation professionnelle accélérée — questions sur lesquelles nous reviendrons la semaine prochaine — étaient sérieusement organisés, on accroîtrait la production et on ferait reculer le spectre du chômage dans les divers secteurs de l'industrie.

Mais toutes ces mesures ne peuvent être résolues dans les cadres d'une économie capitaliste anarchique dont le moteur est le profit.

La solution reste entre les mains des travailleurs : c'est celle de l'élaboration et de l'application d'un plan ouvrier de production.

Michèle MESTRE.

"NATIONALISATIONS" de comédie...

Deux arrêtés pris, l'un le 31 décembre 1946, l'autre le 7 janvier 1947, confirment ce que nous n'avons cessé de dénoncer : les « nationalisations », votées depuis la libération par les partis ouvriers, non seulement octroient aux actionnaires de grasses indemnités, mais, en fait, n'éliminent en rien les capitalistes de la gestion de leurs affaires. Tout au contraire. Le ministre de la Production industrielle, le socialiste Robert Lacoste, vient de renouveler pour quatre ans le mandat des administrateurs de grandes banques nationales. Qui sont ces administrateurs ?

M. Alexandre Celier était président du Crédit Lyonnais ; il reste administrateur du Crédit Lyonnais.

M. Pierre de Mouy était président de la Société Générale ; il reste administrateur de cette société. Et ainsi de suite.

Le même ministre vient de nommer comme représentant du ministère de la Production industrielle, au sein du conseil d'administration de la régie Renault, *M. Chanu*, agent supérieur de son ministère, et comme représentant du ministre des Finances *M. Fernand Gregh*, directeur du budget. Gregh est bien connu des fonctionnaires comme soutien du grand capital.

Seule, une véritable nationalisation sans indemnité ni rachat, seul un véritable contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises nationalisées pourront les faire marcher conformément aux intérêts des masses et non au profit du grand capital.

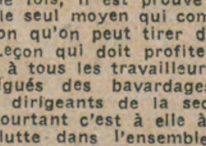
Région parisienne :

Victoire partielle à la fonderie chez Panhard

Après l'augmentation des salaires de 25 %, la direction de chez Panhard a réduit de 10 % les temps alloués pour le travail aux pièces.

Depuis, les mouleurs, à la fonderie, n'ont cessé, en vain, de demander la suppression d'un tel abattement, qui entamait sérieusement l'augmentation des salaires.

Fatigués des paroles, le lundi 13 janvier, tous les mouleurs, unis pour appuyer leur revendication ont fait sentir leur force au patron, en travaillant à la journée et non aux pièces, ce qui a ralenti considérablement la production. Cette fois-ci, Panhard a compris et a donné satisfaction par-



tielle (5 % d'augmentation sur les temps).

Encore une fois, il est prouvé que l'action est le seul moyen qui compte. C'est la leçon qu'on peut tirer de ce petit fait. Leçon qui doit profiter en premier lieu à tous les travailleurs de l'usine, fatigués des bavardages si chers à nos dirigeants de la section syndicale. Pourtant c'est à elle à organiser la lutte dans l'ensemble de l'usine en suivant l'exemple des mouleurs, pour imposer l'augmentation générale des salaires.

A noter, pendant les discussions entre les mouleurs et le patron, les paroles de ce dernier : « Vous n'êtes pas gentils, vous allez faire baisser la production ». Le patron doit-être un lecteur assidu de l' « Huma » !

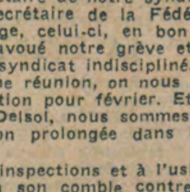
ANDRE.

Grève d'une heure au gaz de banlieue

Cédant à la légitime impatience de la base, notre syndicat du gaz de banlieue, nous avait ordonné pour le 8 janvier une grève d'avertissement d'une heure, pour obtenir de nouvelles intégrations dans le barème du statut national et l'égalité avec nos camarades parisiens.

Cette action a été très bien suivie par tous les camarades qui commençaient à se lasser du syndicalisme d'antichambre ministériel.

Or, nous apprenons, maintenant, que le 14 janvier, à une réunion à laquelle assistaient, notamment M. Gaspard, directeur général adjoint de l'E.D.F. et du Gaz de France, le camarade



Delsol, secrétaire de notre syndicat et Pasquier, secrétaire de la Fédération de l'Eclairage, celui-ci, en bon stalinien, a désavoué notre grève et nous a traité de syndicat indiscipliné. Mais à cette même réunion, on nous a promis satisfaction pour février. Et comme l'a dit Delsol, nous sommes prêts à une action prolongée dans le cas contraire.

Dans les inspections et à l'usine, la colère est à son comble contre Pasquier et les camarades lui promettent une agréable réception s'il ose revenir à la prochaine assemblée générale.

Mais, pas d'illusions, camarades. Pasquier a derrière lui tous ceux qui dans la C. G. T. calomnient toutes les grèves par ce mot d'ordre absurde : « La grève est l'arme des trusts » et veulent faire de notre C. G. T. une seconde C.F.T.C.

La grève de l'ex-E.C.F.M. (rectification)

L'arrêt de travail d'une heure n'avait pour but que l'intégration du personnel ex-E.C.F.M. à la même classification que celle du personnel ex-Gaz de Paris.

C'est par erreur que nous avions inséré le paragraphe 2 « Un complément d'augmentation de 5,33 % » qui est une revendication sur le plan national et demandée par la Fédération Nationale de l'Eclairage.

En raison de l'abondance des matières, nous sommes obligés de remettre à la semaine prochaine la fin de l'enquête de notre camarade A. SORI sur la SECURITE SOCIALE. Nous nous en excusons.

Dans le Nord :

Grève des ouvriers meuniers

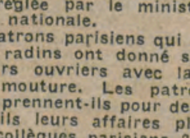
Le 22 janvier, les ouvriers meuniers du Nord se sont mis en grève. Ils réclamaient une augmentation de salaires sous forme de prime, telle qu'elle a été accordée aux ouvriers meuniers de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne, augmentation de 7 francs de l'heure pour les hommes, de 6 fr. 25 pour les femmes, prime de 1.200 fr. pour les employés. Cette augmentation serait, toutefois, susceptible d'être diminuée des abattements de zone en vigueur : 5 à 15 % (Nord), 5 à 25 % (Pas-de-Calais), 15 0/0 (Somme).

La grève, partie de Lille se déclenchait presque aussitôt aux Moulins du Pont Jacob et aux Grands Moulins du Nord à Valenciennes. Les départements du Pas-de-Calais et de la Somme se joignaient rapidement au mouvement. Le 24 notamment, les meuniers de Béthune, Annezin, Lapugnoy, Saint-Venant, Calonne-sur-la-Lys, Gosnay, Lillers et Mazingarbe cessaient le travail.

INTRANSIGEANCE PATRONALE

Le conflit couvait depuis plusieurs mois. De nombreuses réunions paritaires avaient eu lieu afin d'obtenir les revendications par la « conciliation », selon une terminologie qui a maintenant de nombreux adeptes.

Les patrons prétendent que leur situation est catastrophique. Leur pri-



me de mouture, soutiennent-ils, est trop minime. Ils veulent que la situation soit réglée par le ministère de l'Economie nationale.

Or, les patrons parisiens qui ne sont pas moins radins ont donné satisfaction à leurs ouvriers avec la même prime de mouture. Les patrons du Nord nous prennent-ils pour des idiots ou gèrent-ils leurs affaires plus mal que leurs collègues parisiens ?

Leur manœuvre est visible. Ils veulent faire déconsidérer l'action des ouvriers meuniers par la population, faire craindre la hausse du pain, affamer les autres travailleurs, diviser la classe ouvrière dans ses revendications.

COMMENT LUTTER ?

Si le conflit dure, si les boulangeries manquent de farine, les ménagères du Nord devront en rendre responsables les patrons meuniers. Déjà, les travailleurs de l'alimentation songent à la grève générale pour soutenir leurs camarades. Les ouvriers meuniers n'hésiteront peut-être pas non plus à recourir aux méthodes employées l'an dernier dans les brasseries de Lille, c'est-à-dire faire tourner, eux-mêmes, leurs usines. Ils doivent pour cela former de véritables comités de moulins, se préparer à transformer leur comité de grève dans ce sens.

L'aspect de ce conflit montre, une fois de plus, la nécessité de notre revendication sur le contrôle ouvrier des livres de comptes. Les patrons meuniers prétendent qu'ils ne peuvent pas augmenter les salaires. Les ouvriers ne doivent pas les croire sur parole ni sur des bilans plus ou moins falsifiés. Ils doivent mener la grève jusqu'au bout, ne pas se contenter de promesses verbales, mais exiger des accords sérieux et ajouter à leurs revendications celle du contrôle ouvrier sur l'entreprise.

MERY.

A St-André-les-Lille :

Grève chez Expert - Besançon

Depuis le 12 septembre 1946, un conflit menaçait d'éclater à l'établissement de couleurs et vernis « Expert-Besançon », à Saint-André-lez-Lille.

Les revendications portaient notamment sur les salaires, le principe du moyen maximum applicable aux employés, le reclassement des ouvriers qualifiés.

Le 23 janvier les ouvriers sont passés à l'action directe. Le lendemain les patrons acceptaient l'augmentation des salaires, le principe du moyen maximum. Cependant des divergences subsistaient sur le reclassement et le rappel aux nouveaux embauchés, divergences que le Syndicat a décidé de soumettre à l'arbitrage de l'Inspection du Travail.

Encore une preuve que la grève paie. Mais les dirigeants ouvriers de l'usine ont attendu bien longtemps avant de s'y résoudre. L'action directe menée dès le refus patronal aurait fait bénéficier depuis quatre mois les ouvriers des avantages consentis aujourd'hui.

C'est là une chose importante étant donné le faible pouvoir d'achat des familles ouvrières. Les ouvriers de l' « Expert-Besançon » doivent ne pas l'oublier.